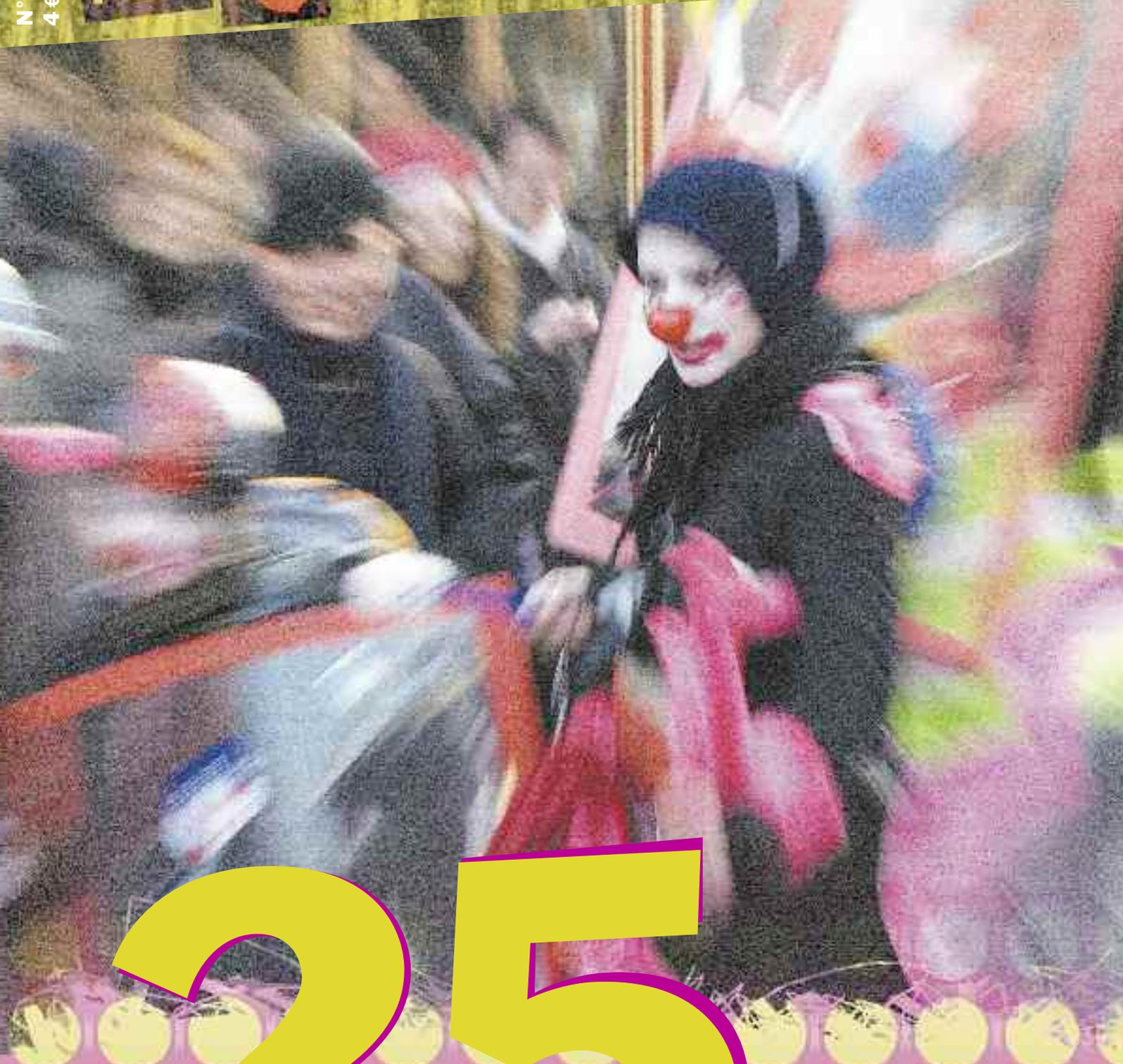


N° 351 novembre 2007
4 € 6 FS

écologie • alternatives • non-violence

Silence



25 ans de silence

SOMMAIRE

murs et ponts

graffitis et murs peints à Montevideo
d'Ariela Epstein 4

Déconstruire les murs
et construire des ponts
de Jean-Marie Muller 6

vivre ensemble

Utopia
une histoire dessinée de Mandragore 8

au delà de la bio

Les Amanins
de Michel Bernard 12

agro-écologie

Terre et humanisme
de Sylviane Poulenard 13

vivre ensemble

Voyageurs des possibles
de Henri de Bénazé 14

agro-écologie

NESO vers un label social
de Paul Garde 16

vélo

Bicyclet ballet et la Vélorution
photos de Raysto et P-E Weck 18

femmes

La Maison des femmes de Paris
de Camille Clochon 20

La parité ?
illustrations de Catherine Beaunez 21

La marche mondiale des femmes
coordination de MMF 22

nucléaire

Blocage d'un train
reportage photo de David Sterboul 23

Le soleil existe, pas besoin de l'inventer
de Michel Bernard 24

habitat sain

Toilettes sèches et histoires d'eau
de Christophe Elain 25

ogm

Lettre ouverte aux paysans
chez qui j'ai fauché du maïs
génétiquement modifié cet été
d'Anna Massina
photos de David Sterboul 26

paix

Inspections citoyennes
de Francis Vergier 28

débats

L'écologie politique en questions
coordonné par et Guillaume Gamblin
et Mimmo Pucciarelli 30

pollutions

Les fausses solutions
de Serge Mongeau 34

vivre ensemble

Longo Mai
de Michel Bernard 36

handicap

Le Béal,
des personnes extraordinaires
de Michel Bernard,
photos de Marie Clem's 38

médias

Créons des médias alternatifs
d'Esteban 40

vivre ensemble

Immigrés nécessaires
mais peu désirés
de Nicholas Bell
photos de Yohanne Lamoulère 42

société

Excès de vitesse
de Serge Muscat 44

éducation

Les jeunes pousses
de Michel Jarru 46

société

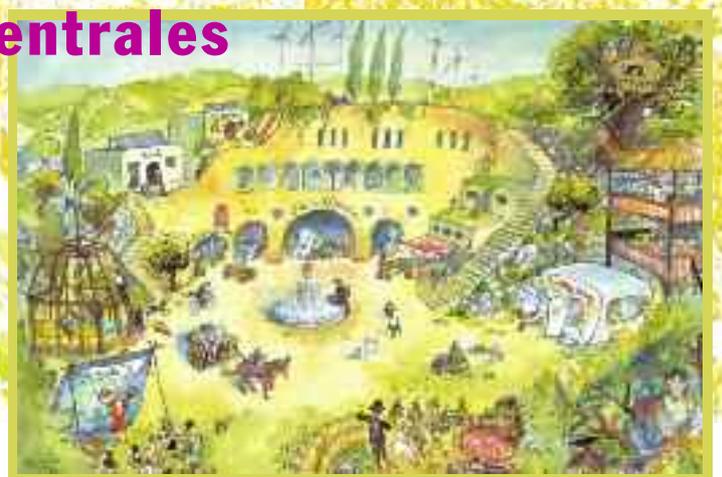
Les déboulonneurs
de Guillaume Gamblin et David Sterboul
photos de Pierre-Emmanuel Weck 48

pages centrales

affiche illustrée
par Mandragore

au verso :
25 ans passés
dans S!lence
et sous silence
illustré par Lasserpe

Ce n° comporte
un encart de 8 pages,
en pages centrales, pour
les annonces d'actualité



25 bougies

Silence souffle avec cette publication ses vingt cinq bougies et ses 350 numéros. Née dans la lutte antinucléaire, la revue s'est diversifiée au fil du temps, contribuant à faire progresser de nombreux débats autour de ses trois sous-titres : écologie, alternatives et non-violence.

Au fil des ans, elle s'est attachée à mettre en avant les alternatives positives, à faciliter les échanges autour de questions fondamentales comme notre poids sur la planète et la nécessité d'une décroissance matérielle.

Si elle s'est professionnalisée progressivement avec aujourd'hui cinq salarié-e-s (1), elle reste majoritairement écrite par des lecteurs et lectrices bénévoles qui envoient des informations, des courriers, des articles et même parfois des dossiers clés en main. Nous avons déjà dépassé le millier de personnes ayant signé un texte pour nos vingt ans.

Aujourd'hui, c'est un véritable réseau qui s'est tissé autour de notre média : 5000 abonnés dont près de 200 se relaient dans tous l'hexagone pour nous diffuser sur les stands des fêtes, foires, festivals et autres manifestations... A Lyon, une partie de l'expédition est assurée chaque mois par une vingtaine de personnes, sans oublier les correcteurs, illustrateurs... D'autres initiatives ont vu le jour comme les Ami-e-s de Silence qui se réunissent chaque année sur un lieu alternatif ou le réseau Polochon pour l'hébergement. Enfin, nous échangeons notre magazine avec plus de 200 autres titres qui partagent de près ou de loin nos questionnements.

Plus que les mots que nous publions dans ce mensuel, c'est sans doute ce réseau pour une grande partie invisible, qui nous permet de renouveler sans cesse l'enthousiasme que nous mettons à réaliser cette revue.

Voici donc ce numéro que nous avons voulu pour une fois exceptionnel, en utilisant largement les images en couleur, avec des sujets représentatifs de notre diversité.

L'équipe de S!lence ■

(1) Représentant trois plein temps.

ont participé à ce numéro

les éditions Alternatives, Les Amanins, Matthieu Barbaroux, Nicholas Bell, Catherine Beaunez, Henri de Bénazé, Marie Clem's, Bruno Charles, Camille Clochon, Christophe Elain, Ariela Epstein, Yves Frémion, Paul Garde, Gilles Gesson, Jean-luc Girard, les éditions de la goutte de sable, Yohanne Lamoulère, Lasserpe, Mandragore, Nelly Martin (MMF), Anna Massina, Serge Mongeau, Jean-Marie Muller, Ute Muller, Serge Muscat, Sylviane Poulenard, Raysto, David Sterboul, Terre et Humanisme, Pierre-Emmanuel Weck et les bénévoles de S!lence.

25 ans de S!lence

Graffitis et murs peints à Montevideo



photos d'Ariela Epstein

Ces photos ont été prises à Montevideo, capitale de l'Uruguay, dans le cadre d'une thèse en anthropologie. Politiques, poétiques, personnelles, officielles ou non et plus ou moins "légitimes", les inscriptions sur les murs de la ville parlent de ses habitants et de leur manière d'y vivre. Expression directe et spontanée de soi et de sa culture, fruit d'une quête et d'une construction-affirmation constante des identités, le graffiti et la fresque murale sont une pratique très vivante à Montevideo, tolérée par les autorités. J'ai fait ici un choix subjectif d'images, qui me plaisent pour ce qu'elles disent de l'Uruguay et des Uruguayens, de leurs désirs, leurs frustrations, leurs utopies, leurs inquiétudes. Ces



inscriptions murales sont aussi et avant tout le témoignage d'un mode de vie urbain, moins aseptisé qu'en Europe, qui laisse une place à l'humain et

à l'expression sensible des préoccupations quotidiennes, dans une ville chaque fois plus régie par la normalisation, la consommation et l'individualisme.

Ariela Epstein ■



La melancolía : "la mélancolie est un style de vie".



Paperleras : détail d'une fresque réalisée contre l'implantation d'usines de pâte à papier, extrêmement polluantes, le long du fleuve frontalier Uruguay. Ce projet a déclenché un conflit assez fort avec l'Argentine. "Botnia" et "Ence" sont les entreprises (finlandaise et espagnole) à qui appartient ces usines.



El imperio contra ataca : "l'empire contre-attaque/ voici ses bases". Mur peint par le collectif "alcarajo" qui lutte contre la signature de l'ALCA (ALENA : accord de libre échange nord-Atlantique). Ici, dénonciation de l'opération "unitas" : déploiement de bases militaires étasuniennes en Amérique latine.

Viva Cuba... : chaque mur est un espace d'expression potentiel pour les brigades de propagande des différents partis politiques.



Scène de Candombé : la musique afro-uruguayenne est extrêmement présente à Montevideo. Chaque quartier a un ou plusieurs groupes de tambours qui préparent toute l'année le défilé du carnaval.





Le mur de séparation : clôture de sécurité, côté palestinien.



Des visages souriants ou grimaçants ont couvert les murs.



Déconstruire les murs et construire des ponts

Antoine de Saint Exupéry est pilote de guerre en mai 1940 lorsqu'il écrit ces lignes : "Le drame de cette déroute est d'enlever toute signification aux actes. Quiconque fait sauter un pont ne peut le faire sauter qu'avec dégoût. Ce soldat ne retarde pas l'ennemi : il fabrique un pont en ruine. Il abîme son pays pour en tirer une belle caricature de guerre !" Il en est toujours ainsi. Toujours, la guerre, quelle que soit la cause qu'elle prétend servir — et celle-ci peut être juste —, fabrique des ponts en ruine. Toujours la guerre ruine des maisons, des villages et des villes. Et ces ruines sont les ruines de l'humanité de l'homme.

Les moyens de la violence non seulement pervertissent la cause la plus noble, mais ils l'effacent et viennent se substituer à elle. "C'est ce renversement du rapport entre le moyen et la fin, écrit Simone Weil, c'est cette folie fondamentale qui rend compte de tout ce qu'il y a d'insensé et de sanglant tout au long de l'histoire ». La violence est alors recherchée pour elle-même. Elle devient un mécanisme aveugle de destruction, de démolition, de dévastation et de mort. Chaque soir, nous sommes des télévoyeurs qui regardent des hommes jouer au jeu mécanisé de la guerre aux quatre coins du monde. Et force est de reconnaître que nous sommes fascinés par ces images de fer, de feu, de sang et de mort. Pourtant, dans chacun de ces conflits, la violence n'est pas la solution, elle est le problème. L'erreur est de juger que la violence est humaine. Face à la tragédie de la violence, face à son inhumanité, son absurdité et son inefficacité, le moment n'est-il pas venu, par réalisme sinon par sagesse, de prendre conscience de l'évidence de la non-violence ?

La violence ne peut que détruire des ponts et construire des murs. La non-violence nous invite à déconstruire les murs et à construire des ponts. Malheureusement, il est plus difficile de construire des ponts que des murs. L'architecture des murs ne demande aucune imagination : il suffit de suivre la loi de la pesanteur.

L'architecture des ponts exige infiniment plus d'intelligence : il faut vaincre la force de la pesanteur.

Les murs les plus visibles qui séparent les hommes sont les murs de béton qui martyrisent la géographie et divisent la terre qu'il faudrait partager. Comme naguère le mur de Berlin, comme aujourd'hui le mur de Jérusalem. Pour mémoire, le mur de Berlin n'a pas été détruit par les armes de destruction massive de l'Occident. Il ne s'est pas non plus effondré de lui-même sous son propre poids, comme d'aucuns le prétendent indûment. Le mur de Berlin est tombé sous la pression de la résistance non-violente des femmes et des hommes des sociétés civiles des pays de l'Est qui avaient pris les plus grands risques pour conquérir leur dignité et leur liberté.

Mais il existe aussi des murs dans le cœur et dans l'esprit des hommes. Ce sont les murs des idéologies, des préjugés, des mépris, des stigmatisations, des rancœurs, des ressentiments, des peurs. La conséquence la plus dramatique de la violence, c'est qu'elle construit des murs de haine. Seuls ceux qui, dans quelque camp qu'ils se trouvent, auront la lucidité, l'intelligence et le courage de déconstruire ces murs et de construire des ponts qui permettent aux hommes, aux communautés et aux peuples de se rencontrer, de se reconnaître, de se parler et de commencer à se comprendre, seuls ceux-là sauvegardent l'espérance qui donne sens à l'à-venir de l'humanité.

La fatalité de la violence est tout entière construite de mains d'hommes. Cela signifie que les hommes, de leurs mains, peuvent la déconstruire.

Jean-Marie Muller ■

Écrivain et philosophe, Jean-Marie Muller est le porte-parole national du Mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN).
Dernier ouvrage paru : Dictionnaire de la non-violence (Le Relié Poche).



Jérusalem, via Dolorosa.

Photos extraites du livre *Face 2 Face* de JR & Marco. éd. Alternatives, 2007. Ce livre présente 41 portraits pleine page, des témoignages, les photos de ces portraits ainsi que des clichés d'ambiance réalisés sur le vif lors du reportage.



La Lutte
DES CLASSES!
MEIN KAMARAD!

L'accès à L'AGE D'OR
PASSE PAR L'ÉMANZIPATION
DU BROLETARIAT!

Hi Folks!



J'ai c'qu'il
vous faut

A top project
BASE SUR UN
NEW CONCEPT

DÉPOSÉ,
MODÈLE
MARKETING
OBLIGÉ!!!

"La Croissance
infinie"



!!

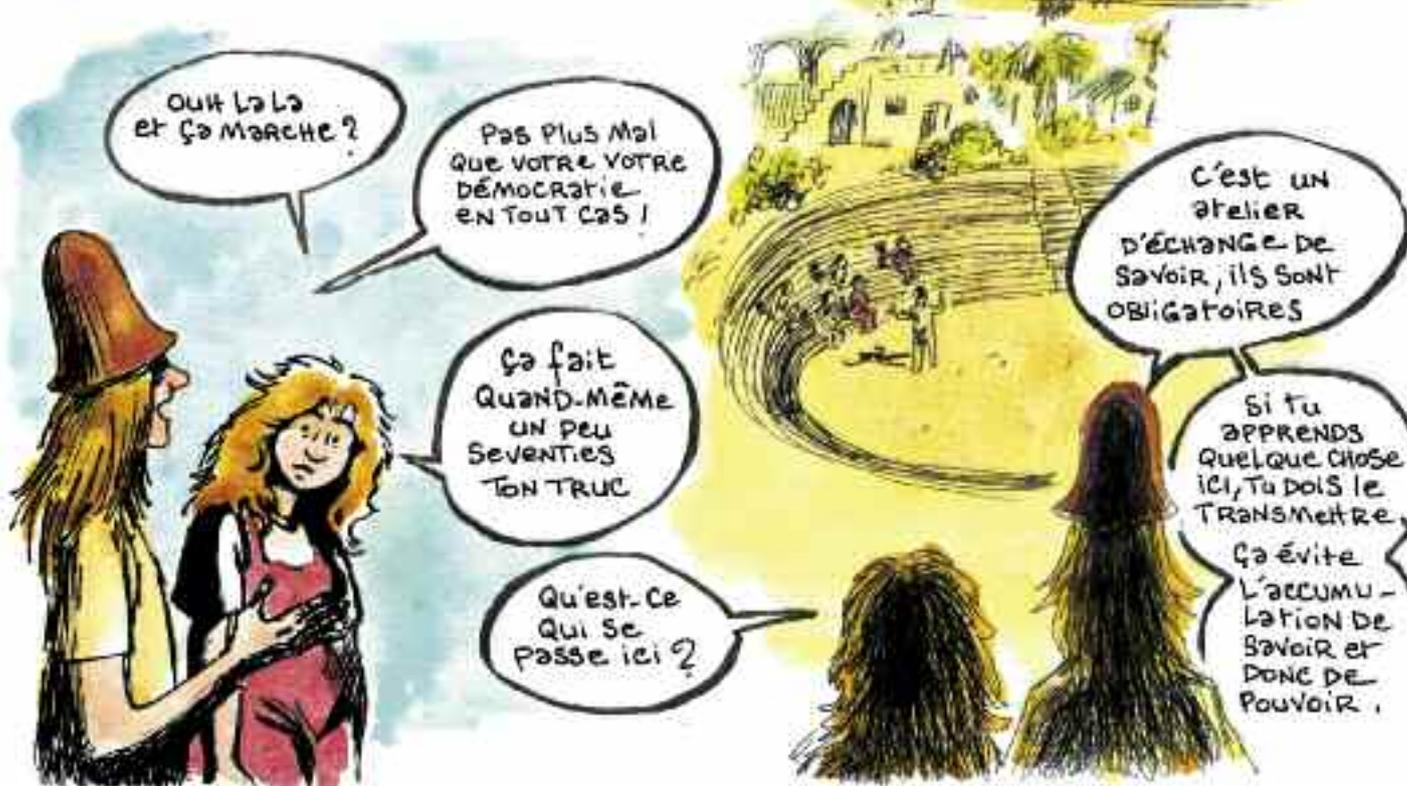


Tu te BREND
BOUR le BÈRE
NOËL?

C'est qui
ces LOOSERS?



Utopia







Les Amanins

Un important projet associant agriculture biologique, écologie, actions solidaires, pédagogie et accueil touristique, vient d'ouvrir dans la Drôme...

Michel Valentin, longtemps chef d'entreprise, s'intéresse aux expériences menées par Pierre Rabhi, qu'il rencontre pour la première fois en 2002. Ils initient un projet de site écologique, solidaire et pédagogique.

Le site des Amanins, une cinquantaine d'hectares et plusieurs bâtiments, est en chantier à partir de 2004. Ce centre d'accueil doit donner envie de s'engager dans tout ce qui touche à l'écologie au quotidien : l'agriculture bio, la gestion de l'énergie, de l'eau, le choix des matériaux, l'idée de favoriser le local, le fonctionnement collectif...

Dès 2005, fonctionne la ferme agrobiodynamique pour, tout de suite, assurer une bonne partie de la nourriture des personnes présentes.

Une école fonctionne à la rentrée 2006 avec une vingtaine d'enfants. Un projet pédagogique plus large permet l'accueil de classes de découvertes.

Autre pôle de formation : les métiers de la cuisine, en relation avec des formations pour adultes, pour introduire la notion d'équilibre alimentaire obtenue avec des fruits et légumes de saisons biologiques, produits localement.

Il est possible d'y loger, avec des niveaux d'investissements variés : depuis le séjour simple avec nourriture biologique, jusqu'à l'implication dans la structure par l'organisation d'activités...

Par rapport à *Terre et Humanisme* (voir page suivante), le centre de Pierre Rabhi en Ardèche qui transmet déjà les savoirs dans le domaine de l'agro-écologie, le centre met plus l'accent sur la transformation de la nourriture par la cuisine et sur les possibilités d'accueil. *Terre et Humanisme* a développé le principe de l'hectare optimisé, destiné à une gestion familiale du jardin. Ici, les dimensions sont plus importantes, le projet plus "villageois".

Michel Bernard ■

Les Amanins, 26400 La Roche-sur-Grâne,
tél : 04 75 43 75 05, www.lesamanins.com.

Extrait d'un article paru dans le numéro 333.



La construction de l'école : ossature bois et murs en bottes de pailles.

Terre et humanisme

L'association Terre et humanisme a pour but l'autonomie alimentaire des peuples. Elle veut accompagner le message de Pierre Rabhi du retour à la terre.

L'association *Terre et humanisme* est née en 1994. Le mas de Beaulieu, près de Lablachère, en Ardèche, a été acquis sous forme de SCI, société civile immobilière, avec 450 souscripteurs. Il en est le centre d'activités. Sur moins d'un hectare se réalisent expérimentations, formations, information, démonstrations de pratiques écologiques et techniques alternatives. L'agro-écologie est très gourmande en main-d'œuvre et les coups de main sont les bienvenus tout au long de l'année. Des bénévoles viennent aider, assurant une partie du jardinage et la cuisine. Un planning permet d'adapter la disponibilité des bénévoles aux besoins du jardin et aussi du bâti. La plupart habitent dans un rayon de 15 km. L'association compte aujourd'hui un millier d'adhérents.

Chaque année, *Terre et humanisme* propose des formations longues (une semaine). Celle intitulée "initiation à la terre" permet l'acquisition de savoirs et de savoirs-faire en matière d'agro-écologie ; elle s'adresse à des personnes en recherche d'autonomie. "Mon potager agro-écologique" permet d'acquérir des bases d'agro-écologie appliquée néces-

saires à la réalisation d'un potager vivant et respectueux de l'environnement et s'adresse à ceux qui ont déjà fait la démarche et qui pratiquent le jardinage. "La terre nourricière" s'adresse aux personnes désirant transmettre les éléments essentiels de notre vie.

D'autres formations sur le week-end sont proposées : taille de l'olivier, culture naturelle sur butte permanente, apiculture alternative, sensibilisation à l'écologie... Des stages sont organisés autour de l'aménagement du lieu utilisant des techniques alternatives : toilettes sèches, construction d'un bâtiment en ossature bois, récupération des eaux pluviales.

Les formations se passent dans un jardin de 3000 m² qui est décomposé en plusieurs parcelles. Les stagiaires voient tout le travail : débarrasser les cultures, le nettoyage du sol, greliner, affiner, mettre en compost, planter, semer, arroser. Ce même jardin permet, par sa

production, de nourrir les stagiaires et même parfois les bénévoles de l'association.

Ici et là-bas

Pierre Rabhi a toujours travaillé avec l'Afrique. *Terre et humanisme* accueille des groupes d'Africains qui se forment. *Terre et humanisme* apporte semences et formation. L'idée est d'amener ce groupe à l'autonomie alimentaire. Un suivi est réalisé pendant une année puis de plus loin la deuxième année, ensuite le groupe n'a plus besoin de *Terre et humanisme*. Des programmes ont ainsi été menés avec le Mali, le Maroc...

Sylviane Poulénard ■

Terre et humanisme, mas de Beaulieu,
BP 19, 07230 Lablachère,
tél : 04 75 36 64 01.

Extrait d'un article paru
dans le numéro 318-319.



Terre et Humanisme

Terre et Humanisme



“Le 12 mars 2007, des cyclistes quittent le château de Caillac où la marche a été préparée (près d’Aurillac, dans le Cantal). Une autre équipe est composée des marcheurs et des équidés, et une autre des véhicules de l’équipe technique. Dans un souci de marche (et démarche) écologique, ces véhicules seront abandonnés par la suite.”

Voyageurs des possibles

Photographies et textes : Henri de Bénazé, troubadour en Limousin et colporteur de décroissance (www.troubadourensol.info)





“Les forums sont organisés chaque week-end dans les villes que nous traversons. C’est l’occasion de rencontrer le public et de présenter la yourte, le kiosque écologique... C’est aussi le moment de partager notre expérience quotidienne concernant les techniques de cercles de parole (expression des émotions) et de cercles de consensus (analyse des situations et prise de décisions). Ces techniques de parole en groupe ont été des outils indispensables à la progression de la marche pendant les deux mois qu’a duré l’aventure.”



“En approchant de Paris, nous traversons les plaines de Beauce. Après la neige et le froid de mars, nous affrontons la canicule d’avril. Nous sommes passés par des extrêmes climatiques que le film d’Al Gore, “une vérité qui dérange”, explique très bien. Au milieu de ces immenses champs en monoculture intensive, nous repensons aux agriculteurs alternatifs que nous avons rencontrés tout au long de notre périple : démarches décroissantes, produits bio ou bio-énergétiques de saison, réseaux de distribution commerciale de proximité...”



“La yourte est montée le soir, à l’arrivée de l’étape, puis démontée le matin, avant le départ sur des terrains qui nous sont prêtés. Nous l’avons fabriqués nous-même avec des bambous, de la ficelle, de la bâche à camion et les conseils avisés d’Alain de la “Tribu Vivace”. Elle fait environ 9 mètres de diamètre, pèse dans les 150 kg et peut être montée à trois en une petite heure. Un bidon de 200 litres placé au milieu fonctionne très bien comme poêle à bois.”



Le marché bio de la Croix-Rousse à Lyon.

C'est à la suite de la lecture du numéro 268 de mars 2001 *Manger c'est politique* que j'ai fait la proposition de redéfinition du label bio. Le label "bio" peut paraître trop manichéen : il y a les "bons" qui ont le label et les "mauvais" qui ne l'ont pas. Mais un label peut cacher des forces et des faiblesses, des talents ou des tares.

Quelques exemples

Ainsi actuellement, un petit paysan traditionnel qui vend les œufs de ses vingt poules élevées au grain sur le marché local n'a pas le label bio car il ne l'a pas demandé... alors que des œufs bio vendus dans les grandes surfaces proviennent de l'autre bout de l'Europe, dans des unités de production où les poules pondeuses sont plusieurs milliers.

Les fruits et légumes bios provenant du sud de l'Espagne ont consommé énormément d'énergie pour venir jusqu'à nous et, le plus souvent, ont été cultivés sous des serres géantes, où les propriétaires locaux paient au noir des immigrants clandestins sur-exploités et sous-payés.

Même au sein des exploitations locales en bio, il peut y avoir d'énormes différences dans la consommation d'énergie. Le remplacement des produits chimiques par des techniques mécaniques (nettoyage du sol par exemple) est souvent gaspilleur en énergie et se justifie par la volonté de cultiver de grandes

parcelles. Alors que les mêmes productions, associées à un plan de rotation moins productif peut permettre d'éliminer (ou de limiter) les mauvaises herbes, sans forcément avoir recours à de grosses machines.

Recherche d'un étiquetage parlant

Pour éviter le tout ou rien je propose un label gradué de 0 à 5 et ceci sur plusieurs critères afin de faire ressortir les points forts comme les points faibles (un élève peut avoir la moyenne en étant nul en math et en éducation physique mais excellent en français et en musique, ou inversement).

Je propose, à titre d'exemple, le label NESO :

- N comme naturel
- E comme énergie
- S comme social
- O comme origine.

D'autres critères peuvent être retenus. voici comment l'on pourrait faire les notes :

- **N comme naturel** : donner une note de 0 à 5 comme ci-après :
 - 5 produit de l'agriculture biologique
 - 4 produit sans chimie, produit fermier, agriculture durable
 - 3 produit issu de l'agriculture raisonnée
 - 2 produit issu de l'agriculture intensive
 - 1 traitements chimiques – hors sol – OGM
 - 0 Produits de synthèse irradiés (ils ne demanderont pas de label)
- **E comme Énergie** : donner une note de 0 à 5 suivant la quantité et le type d'énergie utilisée pour la production et pour la commercialisation (emballage) :
 - 5 si la quantité est faible et s'il y a utilisation d'énergie renouvelable
 - 0 s'il y a gaspillage et utilisation d'énergie non renouvelable.
 Il faudrait peut-être l'intervention d'organismes spécialisés sur les problèmes énergétiques (ADEME...) pour attri-

NESO vers un label social

Alors qu'un label bio européen est en préparation (moins strict, que celui utilisé en France actuellement), d'autres sont possibles. Par exemple celui proposé dans notre n° 275 et expérimenté en Bretagne...

buer cette note : calcul de l'écobilan d'une filière. Cela se pratique par exemple pour l'habitat sain en Suisse.

- **S comme Social** : donner une note de 0 à 5 suivant la "qualité sociale" de l'entreprise :

5 pour une entreprise en autogestion
0 pour s'il y a exploitation voire "esclavage".

On peut prendre en compte la qualité des relations producteur/distributeur, producteur/client. C'est la note la plus suggestive, la plus délicate à attribuer. Faut-il un point de vue syndical pour l'attribuer ? On ne peut pas se fermer les yeux sur les conditions sociales de production. Il faut non seulement tenir compte des conditions de travail, mais aussi de l'origine des capitaux (un Gaec, groupement agricole d'exploitation en commun) ne bénéficie pas des mêmes capitaux qu'une société. Il faudrait aussi tenir compte de la taille de l'entreprise : plus le nombre de salariés augmente, puis la notion d'autogestion est artificielle... par contre le contrôle du capital (et donc la distribution des revenus) peut rester égalitaire.

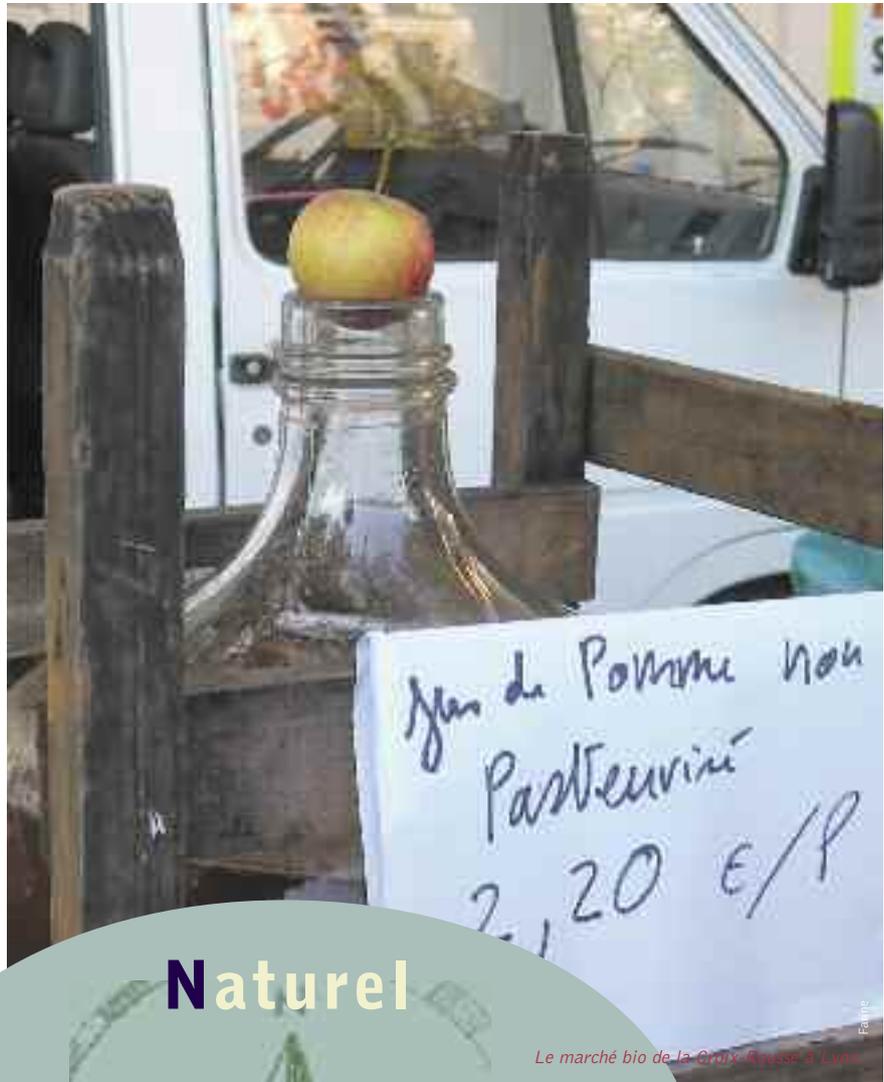
- **O comme Origine** : indiquer le nom du pays avec le numéro de département pour la France. En achetant le produit on peut soi-même donner la note :

5 si on est dans le même département, 4 si c'est dans la région, 3 si c'est en France, 2 si c'est en Europe, 1 si c'est en dehors de l'Europe à part pour ce qui ne peut être produit localement (cacao, café ...).

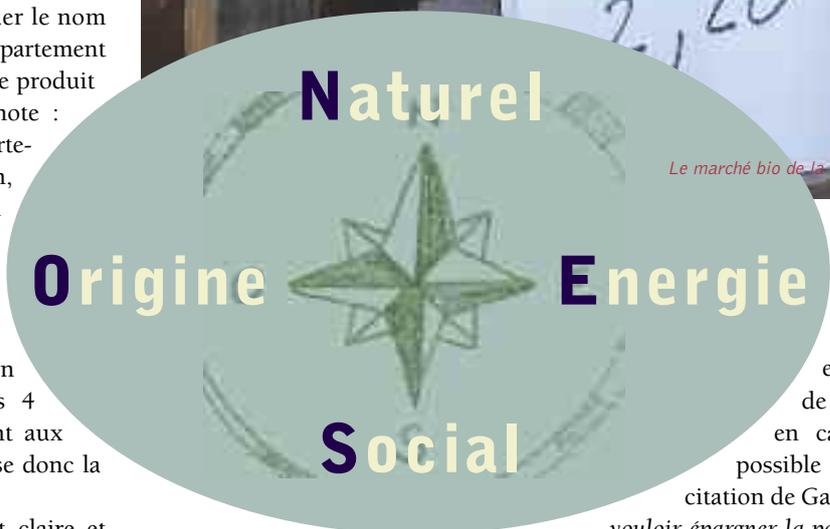
- **Présentation** : quelqu'un m'a fait remarquer que les 4 lettres "NESO" correspondent aux 4 points cardinaux. Je propose donc la présentation ci-contre.

Cette présentation me paraît claire et facilement lisible en faisant apparaître d'un coup d'œil les forces et les faiblesses du produit. Si certains critères sont difficiles à noter ils peuvent rester en blanc, un blanc qui serait plus parlant qu'un silence commercial.

(1) *Tous les hommes sont frères*, chapitre 7 "l'homme et la machine".



Le marché bio de la Croix-Rouge à Lyon



Un label est censé expliciter des qualités : nutritionnelles, gustatives, sanitaires, environnementales, sociales...

L'art du commerce est de vanter les qualités en taisant les défauts du produit, de proposer un prix assez bas pour que ça s'achète et assez haut pour faire le plus possible de bénéfices.

Il faut chercher à ce que le label explicite le plus de qualités possible en cachant le moins possible de défauts. Une citation de Gandhi "Il est bon de vouloir épargner la peine du travailleur, à condition que cette recherche soit honnête et humaine au lieu de répondre à l'appât du gain. Remplacer la cupidité par l'amour et tout sera à sa place" (1).

Paul Garde ■

Extrait d'un article paru dans le numéro 275.

Bicyclet ballet

Bicyclet ballet est une chorégraphie spectaculaire réalisée avec des bicyclettes. Elle explore les sensations et les manières de se servir d'un deux roues, l'influence du vent et du soleil sur notre manière de pédaler, comment respirer dans le trafic et la pollution, et, également, comment éviter de se faire voler son véhicule.

Bicyclet ballet est un spectacle d'une trentaine de minutes, qui se déroule en extérieur, qui bénéficie de la participation d'un ensemble de danse contemporaine et de l'aide de cyclistes volontaires. Le spectacle a été joué pour la première fois lors de la journée sans voiture, le 22 septembre 2006 à Brighton. Il y avait alors une centaine de cyclistes qui n'ont pu bénéficier que de quelques journées d'entraînement. Le résultat est enthousiasmant. Plusieurs participants n'en revenaient pas

d'avoir pu participer à un tel spectacle avec leur vélo. Le spectacle a depuis été repris plusieurs fois en Grande-Bretagne... avec à chaque fois un noyau professionnel et des volontaires.

La chorégraphe, Virginia Farman, réalise depuis une quinzaine d'années ce genre de performances. Elle est aidé dans cette performance par Oliver Aylmer qui assure la sonorisation, Warren Haigh qui gère le design et les costumes. Le tout est financé par la productrice Karen Poley qui a déjà monté plus d'une centaine de spectacles de rue.

On rapprochera cette démarche de celle de la française Julie Desprairies qui dans le domaine de l'architecture mélange également danseurs contemporains professionnels et habitants des lieux de spectacles.

MB ■



photos de Raysto

• On peut voir une vidéo sur le site : www.bicycleballet.i12.com

• Compagnie des prairies, 41, rue Saint-Merri, 75004 Paris, tél : 01 42 71 50 89.



Bicyclet ballet



LA VÉLORUTION

photos de Pierre-Emmanuel Weck

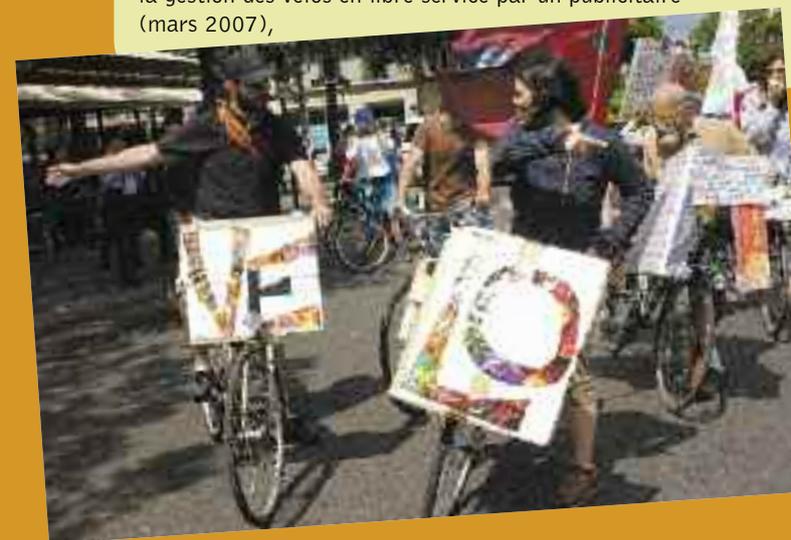
La révolution par et pour le vélo ou vélorution est un vieux jeu de mots utilisé dans l'intitulé des manifestations cyclistes depuis fort longtemps. *S!lence* l'utilisait déjà en couverture en mars 1983 (n°14). Après de nombreuses manifestations organisées dans les années 1970 (avec les Amis de la Terre), puis au début des années 1980 par des associations locales, le terme de vélorution fait un retour conséquent dans les années 2000 avec l'organisation de manifestations régulières dans plusieurs villes de France, le premier samedi de chaque mois.

A Paris, les animateurs de ces manifestations choisissent chaque mois un thème en lien avec l'actualité : soutien au projet d'écoZac à Rungis (janvier 2006), promotion des accords de Kyoto (mars 2006), des trottoirs pour les piétons (avril 2006), soutien au tram (juillet 2006), sauvons le Réseau vert (août 2006), contre le dérèglement climatique (novembre 2006), contre les biocarburants (février et juin 2007) contre la gestion des vélos en libre service par un publicitaire (mars 2007),

Paris pourquoi tu tousses ? (juillet 2007)... Des vélorutions supplémentaires ont lieu également pendant les journées sans voitures, le 22 septembre, devant le salon de l'automobile, lors de réunions sur le climat...

En 2006, les associations cyclistes recensaient des manifestations festives identiques aux vélorutions dans 325 villes du monde entier. En France, il en existe, entre autres, dans les villes suivantes : Angers, Avignon, Bordeaux, Brest, Cherbourg, Grenoble, Lille, Lyon, Montpellier, Nancy, Nantes, Paris, Rennes, Rouen, Saint-Etienne, Strasbourg, Toulouse, Tours et Vannes...

Si l'on tient compte de l'énergie nécessaire à la fabrication du véhicule et à sa consommation, le vélo est l'une des rares inventions humaines (avec les rollers) qui permet de se déplacer avec un meilleur rendement (plus vite, avec moins de consommation d'énergie) que la marche à pied.



La Maison des femmes de Paris

Une structure de rencontres,
d'échanges et de solidarités féministes.

Dans le hall d'entrée, des présentoirs proposent de la documentation militante et culturelle. Sur les murs sont affichées les infos concernant l'actualité. A droite, un salon lumineux avec ses fauteuils et sa petite table basse vous incitent à prendre le temps de vous poser pour discuter. Dans la cuisine ouverte, des femmes de différents âges et origines parlent en préparant un café. Sur la gauche se trouvent les bureaux des salariées dont la porte est rarement fermée. Ce lieu paisible s'anime au gré des passages des femmes et des activités que permet la Maison.

Une démarche pluraliste

Suite à la Marche des femmes du 6 octobre 1979, l'envie se propage dans les milieux féministes, jusqu'alors divisés et en conflit sur des points théoriques, d'adopter une démarche unitaire et pluraliste pour donner un élan nouveau au mouvement. Une illusoire unité politique n'est pas recherchée, mais le désir de se rencontrer et de faire quelque chose en commun porte des femmes issues de différents groupes féministes et lesbiens à fonder la Maison des femmes.

En juin 1981, après dix-huit mois passés à chercher un local, la Maison des femmes est ouverte au 8, cité Prost avec le soutien des militantes féministes issues notamment du Mlac (Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception).

En 1995, les logements de l'impasse sont peu à peu détruits. Avec leur voisinage, les militantes se mobilisent pour être relogées et c'est ainsi qu'en 1997 elles débarquent au 163, rue de Charenton, dans le 12^e arrondissement.

**“On s’y sent bien,
il y a quelque chose
de magique ici”**

une militante de la Maison des femmes

Un lieu de résistance, de solidarité et de convivialité

(Re)donner de la confiance et un espace d'expression aux femmes, créer des solidarités entre elles et lutter contre les discriminations d'une société patriarcale sont les objectifs de la Maison des femmes.

C'est dans ce cadre fédérateur que sont accueillies des associations pour que se multiplient les initiatives féministes. Seul lieu non mixte de Paris, la Maison veut permettre aux femmes de s'exprimer et d'échanger librement en dehors de tout jugement masculin. La non mixité assure aussi la sécurité des femmes, physiquement menacées, le temps qu'elles y restent.

La Maison des femmes n'est pas un centre social. Le travail y est collectif ; par le biais de groupes de paroles et d'ateliers, les femmes cherchent ensemble et trouvent elles-mêmes les ressources qui leur permettront de sortir d'une situation difficile. L'échange de savoirs et la création de liens sont au cœur de la dynamique de la Maison des femmes de Paris.

L'engagement, la tolérance, la convivialité mais aussi le fait de ne pas se prendre au sérieux semblent être les clefs de la réussite de cette structure.

Un fonctionnement alternatif

La Maison des femmes est une association qui mène ses propres actions, mais accueille aussi d'autres groupes. Leur intégration est discutée lors des réunions du conseil d'administration. Dans une logique solidaire, chaque association hébergée participe en fonction de ses moyens et sur la base d'une confiance réciproque.

La gestion de la Maison est en partie autogérée. La bibliothèque, le salon et la cuisine sont ouverts à toutes. Le midi, salariées, militantes et femmes de passage présentes partagent leur repas.

La Maison des femmes de Paris est ainsi ouverte du lundi au vendredi, de 9h à 18h, grâce à trois emplois aidés. Une dizaine de vacataires (trois psychologues, une animatrice théâtre, des artistes et des formatrices) interviennent régulièrement pour animer des ateliers.

Les difficultés rencontrées

Même si la cohabitation se passe plutôt bien entre les quatorze associations actuelles, les conflits et les crises ont toujours animé ce lieu autogéré. Le financement reste une question épineuse. L'autofinancement du loyer et des actions par les cotisations des groupes et des militantes qui a fonctionné de 1995 à 1997 a dû céder, en partie, la place aux subventions qui privilégient les actions à court terme.

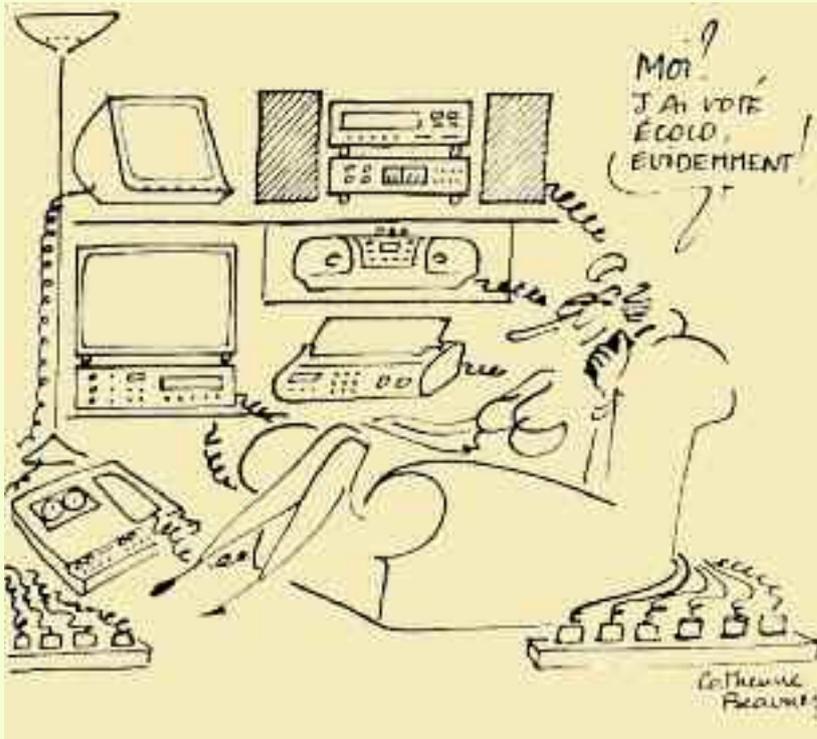
La charge qui repose sur les militantes est parfois lourde, entre la tenue de leurs propres actions et leur participation à la Maison. Cependant, l'énergie semble toujours avoir été trouvée pour faire vivre ce lieu d'autant plus qu'une nouvelle génération de militantes prend actuellement le relais au bureau.

Camille Clochon ■

Maison des femmes, 163, rue de Charenton,
75012 Paris, tél : 01 43 43 41 13.

Extrait d'un article
paru dans le numéro 240





Illustrations de Catherine Beaunez
 extraites de son livre *On les aura !*
 Pour en savoir plus : Iconovox
 9 rue Campagne-première, boîte n°120, 75014 Paris
 www.iconovox.com



La marche mondiale des femmes

La Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté est un mouvement féministe mondial créé fin 1998. Il réunit des associations féministes et des femmes de pays des cinq continents. Ses buts : défendre les droits des femmes dans le monde ; lutter contre le patriarcat, le sexisme et le néo-libéralisme ; construire, dans la diversité de nos cultures, de nos réalités économiques, de nos priorités, des revendications communes qui seront notre socle pour agir ensemble et à tous les niveaux, national, continental et mondial. Des revendications portées en direction des décideurs nationaux et internationaux (la Banque Mondiale ; le FMI et l'ONU en 2000). Pour se faire, un ou deux pays se chargent de préparer un document qui sera discuté pendant toute une année, amendé, retravaillé par les pays membres de la Marche, pour être ensuite adopté au consensus lors d'une réunion internationale. Cette réunion décidera aussi des outils, des actions et du pays accueillant la prochaine Marche Mondiale des Femmes qui a lieu tous les 5 ans.

2000 a vu la Marche aboutir à New-York. En 2005, elle aura traversé une cinquantaine de pays des 4 continents pour aboutir à Ouagadougou au Burkina Faso, avec comme outils principaux la "Charte Mondiale des Femmes pour l'Humanité" et la Courtepointe Mondiale qui s'est enrichie d'un carré par pays traversé (59 carrés).



2010 mobilisera donc de nouveau pour une nouvelle Marche avec quatre priorités : contre les violences, travail des femmes et autonomie financière, paix et désarmement, biens communs. La Marche Mondiale des Femmes est un mouvement ouvert à toutes celles et ceux qui veulent la rejoindre, le temps d'une Marche ou plus.



Pour tous renseignements : *Coordination Française Marche Mondiale des Femmes 25/27 rue des Envierges 75020 Paris ; Tel : 01 44 62 12 04, 06 80 63 95 25 ; site avec tous les documents : www.marchemondialesdesfemmes.org*

BLOCCAGE

du convoi annuel de déchets hautement radioactifs entre la Hague et Gorleben (Allemagne), le 7 novembre 2004, à Laneuveville-devant-Nancy

Des actions non-violentes de ce genre ont lieu chaque année en France et en Allemagne, et demandent une préparation minutieuse. Elles visent à dénoncer auprès du public la dangerosité de ces transports de déchets et la logique du nucléaire dans son ensemble. Cette action a eu lieu en amont de celle qui a coûté la vie à Sébastien Briat.

1



Longue attente dans les sous-bois : ne pas se faire repérer.

2



Déterrage d'un tuyau résistant, installé sous un rail bien au préalable.

Pendant ce temps, un groupe de "stoppeurs", situé plusieurs kilomètres en amont, envoie de multiples signaux d'alarme au train pour que celui-ci s'arrête

3



Un groupe de "médiateurs police" s'approche du train arrêté.

4



Rappel aux médias du danger des transports de matières nucléaires.

Quand les "bloqueurs", situés plus loin en aval, ont la garantie que toutes les conditions de sécurité sont réunies (train arrêté, policiers descendus sur la voie et bien informés)...

5



... Menottage des poignets dans le tuyau.

6



Installation du matériel spécialisé pour désincarcération.

7



Après protection des manifestants, découpe du tuyau.

8



Le train repart... après 2 heures d'arrêt.

Le Soleil existe, pas besoin de l'inventer !

Le gouvernement français veut construire le réacteur Iter à Cadarache (Bouches-du-Rhône) pour essayer d'y obtenir la fusion d'atomes.
Un projet dangereux et inutile. Quelques rappels avant la manifestation qui se tiendra à Marseille, le 10 novembre 2007.

On nous promet, contre quelques milliards d'euros que d'ici 2050, nous disposerons d'une énergie presque gratuite et illimitée. Le même discours que dans les années 1950 lorsque l'on a commencé à parler des actuels réacteurs nucléaires. On voit aujourd'hui ce qu'il en est : le nucléaire coûte horriblement cher, produit des montagnes de déchets, a déjà provoqué des millions de morts dans le monde (Tchernobyl n'est qu'un des foyers de contamination), et l'uranium sera vite épuisé.

Mais au moins, lorsque l'on a lancé les actuels réacteurs nucléaires, on savait que cela pouvait produire de l'énergie, ce qui n'est encore que théorique pour l'ITER.

De nombreux scientifiques essaient aujourd'hui de se faire entendre pour dire que ce sera très cher et pas sans risque (libération de neutrons extrêmement virulents, parois radioactives qu'il faudra renouveler régulièrement, risque de détournement militaire du tritium...).

Alors on agite le rêve technologique : nous allons domestiquer une étoile, nous allons construire un Soleil miniature...

Permettons-nous de répondre : le Soleil il y en a déjà un, qui fonctionne très bien, qui n'est pas miniature et dont la durée de vie est encore estimée à six milliards d'années. De quoi voir venir.

Miser sur ce qui fonctionne

L'énergie solaire présente les qualités suivantes : durabilité, abondance, diversité, propreté, sûreté, gratuité, décentralisation, universalité. Elle a contre elle sa dilution et sa variabilité. Ces critères opposés à ceux du pétrole, du charbon, du nucléaire, posent un vrai défi à nos

technocrates : une société qui s'appuie sur le Soleil naturel aurait comme conséquence de nous emmener vers un autre mode de société. Un soleil artificiel — s'il marche un jour — permettrait au contraire de continuer à privatiser nos besoins et favoriserait la centralisation des bénéfices.

De tout temps le Soleil nous a permis de vivre : c'est grâce à lui que poussent les plantes qui nous nourrissent. C'est lui qui assure le cycle de l'eau et qui nous permet de profiter des énergies hydraulique, éolienne, biomasse et animale.

Ce n'est que depuis la révolution industrielle, au milieu du dix-neuvième siècle que l'homme a essayé de trouver d'autres formes d'énergie, d'abord avec le charbon, le pétrole, le gaz, puis le nucléaire. Moins de deux siècles après, ces ressources commencent à donner des signes d'épuisement et la pollution générée est considérable.

Si la technique a permis d'utiliser ces énergies non renouvelables, même avec un effort moindre et avec des coûts de recherche des milliers de fois moindres, on sait aujourd'hui tirer son énergie directement du Soleil ou indirectement, l'éolien étant en train de devenir une source d'énergie bon marché, le bois l'a toujours été.

Une énergie abondante

Le Soleil envoie en permanence 170 000 milliards de kilowatts à la Terre, dont elle réfléchit environ 60 000 vers l'espace. Nous disposons donc d'environ 20 mégawatt par personne avec des variations considérables des pôles à l'équateur (1). Alors que seuls 240 mégateps — millions de tonnes équivalents pétrole — sont commercialisés par an en France, le Soleil fournit à notre agriculture plus de 48 000 mégateps... soit 200 fois plus ! Cette énergie assure le fonctionnement des terres agricoles et des

forêts. On estime que 12 000 mégateps tombent en dehors des surfaces agricoles (sur les surfaces bitumées ou construites) et que cette énergie est perdue... sauf en ce qui concerne l'éclairage et le chauffage. En disposant sur ces surfaces des capteurs solaires photoélectriques dont le rendement est encore faible (moins de 20 %), nous disposons de quoi satisfaire largement nos besoins... si nous voulons vraiment nous tourner vers le Soleil. Les cellules photoélectriques n'utilisent pas les mêmes longueurs d'ondes que ce qui nous éclaire et nous chauffe et donc capter cette énergie n'enlève rien aux deux usages que nous faisons déjà de l'énergie solaire.

Une centrale nucléaire qui marche !

Le Soleil fonctionne et a l'avantage d'être à une distance suffisante (150 millions de km) pour que nous soyons à l'abri d'une grande part de sa radioactivité. Il marche bien, sans panne, sans déchet. Mais il est distribué sans réseau de distribution... et c'est bien ce qui gêne sans doute nos multinationales qui préfèrent les "centrales" à la dispersion, caisse enregistreuse oblige.

Sauf changement de mentalité de nos dirigeants, il y a donc fort à parier que l'on continuera à investir dans ce qui ne marche pas, mais peut rapporter de l'argent, que dans ce qui fonctionne, mais est offert pour pas cher à tout le monde. Iter, c'est d'abord un choix de société.

Michel Bernard ■

(1) Les chiffres sont tirés de *Le Soleil, atout majeur de notre avenir*, de Roger Bernard, introduction au hors-série de *S!lence* sur les énergies renouvelables, 1993, épuisé.

brèves

quoi de neuf ?

Venez nous voir le 22 novembre !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 17 h à 20 h et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par Silence. Et naturellement, vous repartez avec le nouveau numéro qui vous est offert. Prochaines expéditions :

22 novembre, 13 décembre, 24 janvier ...

Vous pouvez également vous investir dans le comité de lecture de la revue où nous décidons des prochains dossiers, des articles que l'on passe, des réponses à apporter aux courriers...

Les prochains comités de lecture se tiendront à **14 h** les **samedis 27 octobre** (pour le numéro de décembre), **24 novembre** (pour le numéro de janvier 2008), **15 décembre** (pour le numéro de février), **2 février** (pour le numéro de mars) ...

Erratum

■ **Iran.** Dans notre numéro 350 p.29, nous indiquions que l'Iran était devenu importateur de pétrole. En fait, ce pays est devenu importateur d'essence, ses raffineries ne suffisant plus à transformer le pétrole sur place.

■ **Connexions alternatives.** Citées dans l'article sur les festivals, numéro 349 de septembre 2007, le site internet est juste, par contre la bonne adresse et le téléphone sont : *Château Verchaus, RN.86, 07220 Viviers, tél : 04 75 49 00 53.*

■ **Simplicité volontaire et décroissance.** Le DVD annoncé dans le numéro 350 ... est à diffusion libre, mais son prix est de 15 € + 5 € de port.

Vous pouvez proposer des articles à ce comité de lecture jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h.

Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h.

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **3 octobre 2007.**

Vous pouvez nous aider

Nous avons besoin de bénévoles pour tenir un stand (présentation et vente de la revue) :

En novembre :

■ les 10 et 11, à Montendre (Charente-Maritime) pour un salon "construire et vivre autrement",

■ du 9 au 18, au parc floral de Paris, pour Marjolaine,

■ le 8, à Paris, pour le festival du livre et de la presse d'écologie,

■ le 11, à Quintenas (Ardèche), pour la foire bio,

■ les 24 et 25, pour les Journées de l'arbre, la plante et le fruit, à Saint-Jean-du-Gard.

En décembre :

■ les 1^{er} et 2, à Bergerac (Dordogne), pour la foire bio,

■ du 7 au 9, à Montpellier, pour Bio-harmonies.

En 2008 :

■ en janvier pour les Rencontres de l'écologie au quotidien à Die (Drôme).

Contactez Dorothée le mardi ou laissez vos coordonnées les autres jours au 04 78 39 55 33. Merci d'avance.

ENVIRONNEMENT

Grenelle de l'environnement De fausses manifs anti-écolo

Reprenant l'idée des intermittents du spectacle qui au printemps avaient organisé de "fausses manifs de droite" avec des slogans libéraux-autoritaires, l'Alliance pour la planète a organisé dans plusieurs villes de France, le 29 septembre, de fausses manifs anti-écolo. Les manifestants criaient des slogans comme "L'effet de serre, c'est bon pour les affaires" "vive l'instant présent, débrouillez-vous les enfants"... Un deuxième degré qui provoque parfois la confusion chez les passants.

Suisse

Moratoire sur les surfaces bâties ?

Comme dans tous les pays, la surface bâtie en Suisse mange peu à peu les surfaces naturelles et les surfaces agricoles. Or, cet étalement urbain a de sérieuses conséquences non seulement sur le paysage, mais également en terme énergétique (coûts des transports, raccordements aux réseaux...). Une initiative pour obtenir un référendum sur le sujet a été lancée le 10 juillet

2007, avec le soutien de seize organisations nationales dont le WWF, Pro-Natura... qui demande un moratoire sur les surfaces constructibles pendant vingt ans, ce qui obligera les communes à revoir leur stratégie, notamment en densifiant... comme cela se fait déjà dans des zones sensibles comme Zermatt ou Crans-Montana. Renseignements : ATE Association transports et environnement, Initiative pour le paysage, case postale 8676, 3001 Berne, www.ate.ch.

Méditerranée

Le PCB jus- qu'ou ?

Des députés de Rhône-Alpes et de Provence-Alpes-Côte d'Azur ont conjointement demandé au gouvernement la mise en place d'une enquête parlementaire suite à la pollution généralisée du Rhône par les PCB (voir S!lence n°350).

Après que les analyses aient révélé que la pollution du Rhône par le PCB qui commence dans la plaine de l'Ain, en amont de Lyon, a déjà atteint la mer, le 29 septembre 2007, l'Etat a ordonné des mesures sur le littoral de part et d'autre de la Camargue, de Martigues à Palavas.

Marseille

Les calanques menacées

Alors que les calanques à l'est de Marseille attendent depuis de nombreuses années leur classement en parc naturel national, le conseil municipal de Marseille

a voté le 25 juin 2007 une dérogation au plan d'occupation des sols. Alors que les calanques sont inconstructibles, la mairie a donné son feu vert à un projet d'"hébergement hôtelier de luxe avec des équipements thématiques". Les élus écologistes ont lancé une pétition pour appuyer leurs recours juridiques. On peut la signer directement sur internet : www.elus-ecologistes.org ou en écrivant à : *Fédération des élus écologistes, 247, rue du faubourg-Saint-Martin, 75010 Paris.*



Les calanques à l'est de Marseille.

ALTERNATIVES

Habitat

■ Savoie : Maison des énergies.

Oïkos, association pour la promotion de l'éco-construction et l'ASDER, Association savoyarde pour le développement des énergies renouvelables, organisent des formations à la maison des énergies : *la chaux pour les bétons et conduits* (12 au 14 novembre), *l'eau dans la maison* (19 et 20 novembre), *l'installation électrique* (22 et 23 novembre), *les peintures naturelles* (26 et 27 novembre). Renseignements : ASDER, Maison des énergies, 562, avenue du Grand-Ariétaz, BP 99499, 73094 Chambéry cedex, tél : 04 79 85 88 50.

■ Dordogne : Ecocentre

du Périgord. L'écocentre propose des stages sur la géobiologie (approfondissement) (9 et 10 novembre), pigments et couleurs (1 au 3 novembre), les isolants naturels (5 et 6 novembre), la terre crue (12 au 16 novembre), le bois dans la construction écologique (8 au 10 novembre). Association Pégase Périgord Ecocentre du Périgord, Froidefont, 24450 Saint-Pierre-de-Frugie, tél : 05 53 52 59 50.

Paris

Festival du livre et de la presse d'écologie

L'édition 2007 du Festival du livre et de la presse d'écologie se tiendra le dimanche 18 novembre 2007, au Trianon, 80, Boulevard Rochechouart, Paris 18e. Le thème de l'année est "La ville en vert et pour tous", avec une conférence d'Edgar Morin, la visite de lieux dédiés à l'écologie dans le monde virtuel de Second Life, un débat sur "les nouveaux métiers au service d'une ville écologique" avec Denis Baupin, adjoint Vert à la mairie, Roland Castro, architecte urbaniste, Jean-Louis Maupu, chercheur à l'Inrets, des représentants des éco-quartiers Vauban (Fribourg) et Bedzed (Londres). Un festival du Jeune public est organisé avec la revue *La Hulotte...* et différents prix. Entrée libre. Festival du livre et de la presse d'écologie, Maison des Associations, Boite n° 9, 15, passage Ramey, 75018 Paris, tél : 08 71 37 10 93.

Fêtes, foires salons

(le signe * indique que S!lence est présent)

■ **Saône-et-Loire : 6^e Aquaviva.** 2 au 4 novembre au centre associatif parodien, rue Lathuillière, à Paray-le-Monial. Centre France Organisation, 8, champ du Montillet, 71800 Gibles, tél : 03 85 28 06 18.

■ **Tarn-et-Garonne : 4^e Santé nature.** 3 et 4 novembre à Castelsarrasin, salle Jean-Moulin. Entrée gratuite. Le Trèfle Vert, La Gayre, 82370 Varennes, tél : 06 75 38 62 29.

* **Paris : Marjolaine.** 9 au 18 novembre, au parc Floral de Paris, 500 exposants, 130 ateliers, 20 conférences dont *la bio, une agriculture du 21^e siècle* (vendredi 9 à 14 h), *enjeux écologiques et anthropologiques du siècle* (dimanche 11 à 16 h), *les enjeux de la nouvelle réglementation bio européenne* (lundi 12 à 16 h), *la ferme des enfants, pédagogie et écologie* (mardi 13 à 14 h), *entreprendre sans prendre* (mardi 13 à 16 h), *pesticides, révélations sur un scandale français* (mercredi 14 à 14 h); *mondialisation et industrialisation* (mercredi à 16 h), *cancers de l'environnement, maladie de société* (jeudi 15 à 14 h), *biométrie, fichages, puçages* (vendredi 16 à 14 h), *choix de société et sélection du vivant* (vendredi 16 à 16 h), *nucléaire, Youri Bandazhevsky* (vendredi 16 à 19 h), *comment les riches détruisent la planète* (samedi 17 à 14 h), *éloge de la simplicité volontaire* (samedi 17 à 16 h), *vision globale et société équitable* (dimanche 18 à 14 h), *cultivateurs d'autonomie et d'équité* (dimanche à 16 h). SPAS, 86, rue de Lille, 75007 Paris, tél : 01 45 56 09 09, www.salon-marjolaine.com.

■ Charente-Maritime : 3^e salon des énergies renouvelables.

10 et 11 novembre au marché couvert de Montendre, au sud du département, dans une commune qui a mis en place un hameau à haute qualité environnementale. Thème de l'année : construire et vivre autrement. Nombreuses associations présentes. Louis Leroux, Hôtel-de-Ville, 17130 Montendre, tél : 05 46 49 06 24.

■ Rhône : 3^e salon de l'habitat écologique.

Les 10 et 11 novembre à la salle Gaston-Rébuffat, rue des Terres-Plates, à Craponne (ouest de Lyon). Débats sur le gaspillage énergétique et sur les enjeux de demain. Pascal Poux, tél : 04 78 57 94 14, SCL Craponne, tél : 04 78 44 82 73, habitat-ecologique@wanadoo.fr.

■ Ardèche : 3^e foire bio de Quintenas.

11 novembre. 50 exposants. Conférences sur la conception bioclimatique de l'habitat, les OGM. Agri bio Ardèche, 4, avenue de l'Europe-Unie, BP 421, 07004 Privas cedex, tél : 04 75 64 82 96.

■ Nantes : 4^e Salon de l'habitat naturel et des énergies renouvelables,

16, 17 et 18 novembre, parc exposition de la Beaujoire. 120 exposants, tables rondes, démonstrations. Expo-Nantes, parc des expositions de la Beaujoire, 44300 Nantes, tél : 02 40 52 08 11.

■ **Biarritz : De l'humus à l'humain.** 16 au 18 novembre, forum "Vivre en conscience" au Casino municipal, gare du midi. Agroécologie, consommation, écologie, pédagogie, solidarité, économie, santé, écoconstruction, écocitoyenneté. Tables rondes sur "entreprendre au féminin", "innovations sociales, solidaires, durables et éthiques en Pays basque", "villes, écosites, constructions pour changer de monde", "incarner la paix", "écolivages aujourd'hui", "construire un appel au vivant", "la communication non-violente" ... Association ARTS, Collectif de l'humus à l'humain, route de Pilota Plaza, 64990 Mouguerre, tél : 05 59 31 89 76 (Christine Jermann).

■ **Paris : Festival international du film d'environnement.** 21 au 27 novembre au cinéma La Pagode, 57 bis, rue de Babylone, Paris 7e. Festival gratuit organisé par la région, avec films, documentaires, courts métrages... souvent inédits. Thème de l'année : l'eau. Ouverture avec *Les animaux amoureux* documentaire de Laurent Charbonnier. Programme complet : www.festivalenvironnement.fr.

* Gard : 21^e journées de l'arbre, de la plante et du fruit.

23 au 25 novembre à Saint-Jean-du-Gard, thème "sauvegarde et diffusion de la diversité des légumineuses", 150 exposants. Les Dimanches Verts, tél : 04 66 85 32 18.

■ **Lyon : 6^e Vivez nature.** 23 au 26 novembre, à Eurexpo, Naturally, 1, place Paul-Verlaine, 92100 Boulogne-Billancourt, www.vivez-nature.com.

■ Grenoble : Naturissima.

29 novembre au 2 décembre à Alpeexpo. 200 exposants. Alpeexpo, BP 2408, 38034 Grenoble cedex 2, tél : 04 76 39 66 00.

■ **Haute-Savoie : Naturellia.** 30 novembre au 2 décembre, parc des expositions de La Roche-sur-Foron. 200 exposants : Alimentation bio, éco-habitat, énergies renouvelables, santé... Rochexpo, Le Pyramide, 210, rue Sansoubre, BP 18, 74801 La Roche-sur-Foron cedex, tél : 04 50 03 03 37.

■ **Paris : Bâtir écologique.** 30 novembre, 1 et 2 décembre, à la cité des Sciences et de l'Industrie, à la Villette. Conférences spécialisées le vendredi : labels de performance énergétiques (10h30), étanchéité à l'air du bâtiment (13h), métabolisme et aménagement écologique du territoire (15h), logements sociaux écologiques (17h) ; conférences tous publics le week-end : impacts environnementaux du chauffage au bois (samedi, 10h30), le chanvre dans la construction (13h), la structuration de l'eau (15h), isolation phonique écologique (17h), ouverture du marché de l'électricité (dimanche 11 h), dérèglement climatique et habitat (13h30), intérêt d'une approche géobiologique des lieux de vie (15h30). Caseat, 101, rue Saint-Dominique, 75007 Paris.



Compagnonnage alternatif

Vous avez un projet de création d'entreprise et vous voulez fonctionner différemment, mais vous ne savez pas forcément comment vous y prendre. Vous avez entre 18 et 30 ans. Le Repas, Réseau d'échanges et de pratiques alternatives et solidaires, organise comme chaque année un programme de compagnonnage avec une alternance de sessions communes et d'insertion dans des entreprises du réseau (Ardelaine, Champs libres, Ambiance Bois, Eurosylva...). Prochaine session : du 15 février au 13 juin 2008. Renseignements : Centre de formation du réseau Repas, Le Viel Audon, 07120 Balazuc, tél : 04 75 37 73 80.

Hérault

Art contemporain

La coopérative autogérée Cravirola organise au Maquis, du 1^{er} au 4 novembre 2007, un stage d'arts plastiques sur le thème "l'art contemporain, une révolution confisquée". Programme : *Le Maquis, Bois Bas, 34210 Minerve, tél : 04 67 23 94 77.*



Lille

Monnaie solidaire

Un débat sur les SEL, systèmes d'échanges locaux, et les échanges de services sans argent est organisé au café citoyen, 7, place Vieux-Marché-aux-Chevaux, le lundi 12 novembre 2007 à partir de 19h30. Un autre débat sur l'argent solidaire se tiendra au même endroit, le jeudi 22 novembre à 19h. Pour en savoir plus :

RIJSEL, tél : 03 20 13 15 73.

Avignon

Théâtre des Carmes

Le théâtre des Carmes propose les 16 et 17 novembre à 20h30, le spectacle "Frontières" où avec musique, vidéo, photo, théâtre, poésie, peinture sont abordées les questions de barbelés qui fleurissent partout et l'espoir que les refoulés d'aujourd'hui se dénoueront demain. Il propose

également le samedi 15 décembre, à 20h30, une soirée poésie sur le thème "la planète bleue en effervescence". Pour en savoir plus : *Théâtre des Carmes, 6, place des Carmes, 84000 Avignon, tél : 04 90 82 20 47.*

Alpes de Haute-Provence

A fleur de pierres

L'association *A fleur de pierres* cherche à favoriser des actions de solidarité en mobilisant et en reliant les différents acteurs du pays, en sensibilisant à la préservation du patrimoine rural, en associant des savoir-faire traditionnels et des techniques écologiques. Elle propose des formations en agro-écologie, en restauration en pierre sèches, pour restauration du paysage, en intégration de techniques écologiques. Elle propose des parcelles pour des jardins familiaux ou pédagogiques... Pour en savoir plus : *A cœur de pierres, Les Hermites, 04510 Le Chaffaut-Saint-Jurson, tél : 04 92 34 64 52.*

Midi-Pyrénées

Quinzaine de l'économie solidaire

La troisième quinzaine de l'économie solidaire se tiendra dans toute la région du 1^{er} au 18 novembre 2007 avec 120 animations publiques et gratuites. Extraits du programme.

En Ariège : forum associatif à Daumazan-sur-Arize, le samedi 17 à partir de 14h30 (contact : *ADEAR, tél : 05 61 05 23 68*). A Foix, le jeudi 15, à 20h30, salle Jean-Jaurès, conférence "vivre la simplicité volontaire" avec Hervé-René Martin, Ecorce et Equitable (*Ecorce, 05 61 60 18 95*).

En Aveyron : à Sébazac-Concourès, 2e forum de l'économie sociale et solidaire, le samedi 10, au complexe communal, avec plus de 60 stands, 21 micro-conférences (*Centre du volontariat, 05 65 78 66 29*). A Saint-Affrique, samedi 17, à la salle des fêtes, salon de l'équitable et du solidaire, avec village associatif et conférences (*06 17 37 13 42*). A Millau, du 1^{er} au 18, à la MJC, boulevard Sadi-Carnot, exposition sur le commerce équitable ; les mercredis 14 et 21 de 9h à 17h, à la ludothèque voisine, jeux sur le commerce équitable ; vendredi 16 à 20h30, salle René-Rieu, soirée-débat (*Puce : 05 65 61 13 47*). A Najac, dimanche 18 à 10h, accueil à la ferme chez Sylvie et Jean-Luc Calvignac, repas fermier, débat sur les indiens Mapuches (*05 63 28 27 44*). A Villefranche-de-Rouergue, les vendredis 9 et 16, portes ouvertes à la recyclerie du Rouergue, rue Gabriel-soulié (*05 65 45 54 39*) ; mardi 13 à 14 h, table-ronde sur les expériences locales au centre social suivi à 20h d'une projection débat (*05 65 45 38 70*).

En Hautes-Pyrénées : à Tarbes, à la boutique Ethika, 59, rue Brauhauban, vendredi 9 à 18h30, conférence sur les financements solidaires (*IES, 05 61 75 12 97*) ; mercredi 14, portes ouvertes à La clé solidaire, garage coopératif, 51, vieux chemin d'Ibos (*05 62 34 58 73*). Dans les Baronnies, accueil à la ferme et atelier de pain, La Peyrie, 65130 Frechendets, les vendredis 2, 9 et 16 à partir de 16h (*06 62 95 36 25*). A Lannemezan, jeudi 8 à 20h30, à la mairie, soirée-débat "produire local et si on s'y mettait" (*Pays des Nestes, 05 62 98 50 28*).

En Tarn-et-Garonne : à Caussade, du 8 au 17, expo-photos "vers une humanité équitable" (*06 84 59 44 95*), le 9, à 20h30, salle des Récollets, soirée-débat "manger local et manger bio" (*Association bio Tarn-et-Garonne, 05 63 31 26 60*). A La Ville-Dieu-du-Temple, à Emmaüs, mercredi 14 à 18h, projection-débat "les femmes précaires", jeudi 15 à 9 h, écoconstruction et éco-habitat, à 18 h, film "la double face de la monnaie", le 16 à 18h, film "le beurre et l'argent du beurre", samedi 17, de 10 à 17 h : débats et échanges autour de la mobilité (*Emmaüs, 05 63 31 51 45*). A Moissac, au centre culturel, vendredi 16 et samedi 17, débats sur chômage, précarité et économie solidaire (*Action chômage 82, 06 83 23 92 93*).

En Haute-Garonne. A Castanet-Tolosan, du 1^{er} au 18, portes ouvertes à l'association Le lecteur du Val (*tél : 05 61 00 51 16*). A Mazères-sur-Salat, samedi 17 et dimanche 18, forum de l'économie solidaire en Commings, à l'Uzine, 4, place du Pré-Commun (*Autre sens, tél : 05 61 90 59 86*). A Ramonville-Saint-Agne, jeudi 8, journées portes ouvertes à la maison de l'économie solidaire, 73, chemin Manges-Pommes (*Adepés, 05 61 73 04 86*) ; dimanche 11, fête de l'économie solidaire à la ferme des 50. Dimanche 18, 14h, littérature du monde à la ferme des 50. A Toulouse, du 1^{er} au 25, expo sur le voyage solidaire au Cides, 1, rue Joux-Aigues (*Artisans du monde, 05 61 52 45 10*) ; le 7 à 18h, projection débat sur les "vieux métiers" au CASC, 6, rue Drian (*06 83 56 53 26*) ; mardi 13 à 20h30, rencontre avec les associations à la maison du Vélo, 12, boulevard Bonrepos ; vendredi 16 à 18h30, projection-apéro : impact écologique du tourisme, à la maison du vélo (*Mondovélo, 05 61 80 27 82*). A Savères, vendredi 9, 18h30, rencontre à la boulangerie Le Fournil Painson, projection de "who's counting" (*3PA, 05 62 23 80 60*).

Dans le **Gers**, à Aubiet, samedi 17 à partir de 14h, au foyer rural, journée d'échanges, théâtre et concert (*Atelier blanc, 09 51 79 50 90*). A Marciac, mercredi 7 à 17h30, salle des Arènes, chemin de ronde, table-ronde "la mobilité à moindre coût" (*05 62 64 24 64*). A Sarrant, à la librairie-tartinerie, le jeudi 8 à 20 h, "empreinte écologique et construction", le 16 à 20 h, "l'édition solidaire" (*Lires, 05 62 65 09 51*).

Dans le **Tarn**, festival Traversées africaines durant toute la quinzaine (*06 12 76 56 97*). A Castres, lundi 5 à 17h30, conférence "la démarche participative dans les pays" (*Pays d'Autan, 05 63 73 50 25*). A Lavaur, à La Bassecour, 17, rue de Sagnes, dimanche 4, 16h, spectacle sur le commerce équitable, samedi 17 à 21 h, spectacle "les diseurs" (*Bassecour, 09 54 07 75 17*). Dimanche 18, 19h, clôture de la quinzaine à la Causerie, 19, rue Carlesse (*05 63 83 06 12*). A La Sequestre, mardi 13, 18h30, au magasin Ô saveurs paysannes, débat "pour des circuits courts et solidaires" (*05 63 36 87 01*). A Mazamet, à Pot'éthique, 34, rue Saint-Jacques, samedi 3, 18h30, traversée africaine et repas malgache, vendredi 9, économie solidaire en Afrique, mercredi 14, 20h30, film "une vérité qui gère" (*05 63 61 21 25*). A Saint-Amans-Soult, salle Tortill'art, ancienne gare, mercredi 7 à 20h30, produire son électricité localement (*IDRR, 05 63 59 89 22*).

Dans le **Lot**, à Belaye, visite d'une maison saine, mardi 6 (*Quercy énergies, 05 65 35 30 78*). A Cahors, à la librairie Calligramme, 75, rue Joffre, vendredi 2, 18h30, conférence "pour ne plus gagner sa vie... à la perdre" (*Aïses, 05 65 53 19 78*) ; samedi 10 : forum lotois de l'économie solidaire, bourse du travail, place Rousseau (*06 09 71 64 03*) ; dimanche 18, 18h, cinéma Le Quercy (payant) : "We feed the word" débat avec Attac, la conf'paysanne (*05 65 22 00 05*). A Saint-Céré, lundi 5, 20h30, au Lieu commun, 18, place de l'Eglise, film "le bien commun" et débat (*06 32 11 38 99*). A Saint-Laurent-les-Tours, samedi 3, à la salle des fêtes, forum de l'économie solidaire, spectacle de théâtre écologique, logiciels libres, stands associatifs (*Adage environnement, 06 32 11 38 99*).



Raphaël Von Siger

Suisse

Réveillez-vous

Entre 2 et 3000 personnes sont venues à Berne, le 8 septembre 2007, devant le gouvernement fédéral, pour y faire sonner ensemble, à 15h30, autant de réveils. Il s'agissait pour les manifestants de demander aux élus suisses de se réveiller et de prendre conscience que le nucléaire n'est plus une énergie d'avenir et qu'il existe aujourd'hui d'autres solutions dans le domaine des énergies renouvelables.

EPR à Rennes occupation du siège régional d'EDF

Une vingtaine de militants du Ganva, Groupe d'action non-violente antinucléaire, ont investi le siège régional d'EDF le 17 septembre au matin. Montés sur le toit, ils ont déployé des banderoles hostiles à la construction de l'EPR, dénonçant la parodie de concertation menée par RTE, filiale d'EDF propriétaire des lignes, qui a la charge de choisir le tracé des futures lignes très haute tension qui partiront de Flamanville. Ils ont demandé en vain à être reçus par le préfet. Ils ont quitté le siège d'EDF sans incident au bout de 30 heures d'occupation.

Niger

Areva dehors !

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté le 8 septembre à Niamey, capitale du Niger, pour demander le départ d'Areva du pays. Une manifestation qui arrive dans un contexte étrange : d'une part il y a de la rébellion touareg dans le nord du pays contre le gouvernement actuel, d'autre part, le gouvernement s'est rapproché de la Chine qui souhaite exploiter elle aussi les mines d'uranium. Sachant que la manifestation avait lieu devant l'Assemblée nationale, avec le soutien de l'armée, il semble bien que cela cache des enjeux économiques et non une volonté antinucléaire.

femmes-hommes

Sixième campagne contre les jouets sexistes

Afin de préparer pour la sixième année sa campagne contre les jouets sexistes, l'association Mix-Cité cherche des associations locales intéressées pour participer à des actions de sensibilisation. *Mix-Cité Paris, c/o Mouvement français pour le Planning familial, 4, square Saint-Irénée, 75011 Paris, tél : 06 03 82 86 31.*



Montreuil

Ton corps est un champ de bataille

Le 9 novembre 2007, à 20h30, la maison populaire de Montreuil organise une soirée sur art et féminisme "Ton corps est un champ de bataille" avec la projection de plusieurs vidéos présentant les travaux de trois artistes : Carolee Schneemann (USA), Valie Export (Autriche) et Orlan (France). *Maison populaire, 9 bis, rue Dombasle, 93100 Montreuil, tél : 01 42 87 08 68.*

Isère

Violences faites aux femmes

Une réunion-débat sur ce thème est organisée le jeudi 23 novembre de 14h à 17h à la maison pour l'égalité femmes-hommes d'Echirolles, avec Solidarité Femmes et Amnesty international. Renseignements : *Maison pour l'égalité femmes-hommes 2, rue Picasso, 38130 Echirolles, tél : 04 38 70 17 70.*



André Gorz



André Gorz, 84 ans, philosophe très influent de l'écologie politique, s'est suicidé avec sa compagne Dorine, 83 ans, le 24 septembre 2007. De son vrai nom Gérard Horst, il est né à Vienne en Autriche en 1923, se réfugie en Suisse en 1939, rencontre Sartre à la Libération, s'installe à Paris où il devient secrétaire des *Citoyens du Monde*. En 1955, il rencontre Jean-Jacques Serban-Schriber qui l'embauche comme journaliste à *l'Express*. Il y prend le nom de Michel Bosquet. Il commence

à publier des livres notamment sur les questions d'aliénation, de libération et d'autonomie des personnes. Il entre dans la revue de Sartre, *Les temps modernes* en 1961. En 1964, il est l'un des co-fondateurs du *Nouvel Observateur* où il fut rédacteur en chef. Il y anima longtemps une page de réflexion sur l'écologie politique. Il est fortement influencé alors par ses rencontres avec Ivan Illich. Il participe en 1973 au lancement de la revue écologiste *Le Sauvage*. Ses livres *Ecologie et politique* (éd. Galilée, 1975) et *Ecologie et liberté* (Galilée, 1977) qu'il signe André Gorz (du nom de la marque de lunettes de son père !) le positionne proche d'une gauche autogestionnaire. S'il rejette les approches libertaires, il dénonce clairement le capitalisme comme système totalitaire. Après s'être éloigné des maoïstes, des marxistes, il s'éloignera aussi des écolo-pacifistes, en 1983, lors de la crise des euro-missiles. Il se retire de la vie politique et philosophique en 1993, sa femme étant atteinte d'une maladie grave. Ils se sont suicidés lors de leur soixantième année de mariage.

Pour une journée sans Sarko

Le Rassemblement pour la démocratie à la télévision a vu le jour

récemment après le constat de l'omniprésence de certaines personnes au détriment d'autres. L'association a lancé un appel "pour une journée sans Sarko

dans les médias" et propose la date du 30 novembre, un an jour pour jour après le lancement officiel de la candidature Sarkozy. Les médias libres suivront sans doute le mouvement. Pour les "chiens de garde", auront-ils le choix ? *Rassemblement pour la démocratie à la télévision*, 28, rue d'Entraigues, 37000 Tours, tél : 02 47 39 58 30 (de 14h à 18h) ou 06 71 08 96 45.

Rencontres des objecteurs de croissance

Pour le deuxième été consécutif, une rencontre du réseau des objecteurs de croissance pour l'après-développement, s'est tenue du 26 au 29 août 2007, au lac de Vassivière, sur le plateau de Millevaches, dans le Limousin. Environ 350 personnes ont assisté à ces rencontres où deux thèmes principaux ont animé les débats : comment faire un réseau efficace entre les objecteurs de croissance et comment être présents sur le plan politique. Le débat autour du premier sujet a montré que l'actuel fonctionne

ment du Rocado constitué au départ comme une coordination relativement informelle entre des associations (Lignes d'Horizon, Solidarité) et des revues (*S!lence*, *l'Ecologiste*, *La Décroissance*) n'était pas assez dynamique et ne permettait pas d'être moteur pour inciter au développement d'actions diverses comme les marches, la formation de colporteurs de décroissance, lieux décroissants, rencontres... Après deux jours de débats, il a été décidé de fonder une nouvelle association... Pour en savoir plus : Jean-Luc Pasquinet : jeanluc.pasquinet@orange-ftgroup.com, Pierre Lucarelli pierre.lucarelli@rocade.fr et Florian Olivier bugin@no-log.org. Le débat autour du second thème a accouché d'un Appel des objecteurs de croissance qui veut déboucher sur la mise en place d'un mouvement politique encore largement à définir... Pour contacter ceux qui veulent animer ce mouvement : Christine Piguel Coutard, christine_piguelcoutard@no-log.org et Jean-Marie Robert : bleiz56@no-log.org.

L'art de vivre en paix

L'association Unipaz (université de la paix créée au Brésil) organise des séminaires-ateliers de deux jours sur l'art de vivre en paix, sur comment intégrer la non-violence en soi, comment vivre la paix avec les autres et avec la nature. Prochaines sessions à Beauvais (3 et 4 novembre), Paris (9 novembre), Rambouillet (17 et 18 novembre), Saint-Antoine-l'Abbaye (Isère, 24 et 25 novembre), la Roche-sur-Yon (8 et 9 décembre). *Unipaz*, 6, rue de l'Occident, 78000 Versailles, tél : 01 39 02 23 04.

Aubagne

La Colombe de la paix

Il y a vingt ans, José Fuentès a l'envie de faire courir les gens pour la paix. Il prend alors un plan de sa ville et y dessine un parcours qui a la forme d'une colombe. Depuis, chaque année, la pacifico-sportive se déroule mi-septembre (prochaine : le 21 septembre 2008) initiative originale que l'on peut reprendre dans d'autres villes : à vous de dessiner une colombe dans vos rues ! *Colombe de la paix d'Aubagne*, José Fuentès, 15, clos La Pinède, 13400 Aubagne, tél. : 04 42 03 58 38.



PAIX

Val d'Oise

Cabaret antimilitariste

La fédération du Val d'Oise de la Libre pensée organise le samedi 10 novembre 2007 à la maison des associations, place du Grand-Martoy, à Pontoise, un cabaret antimilitariste avec chants, lectures de textes contre la guerre. Renseignements : *Libre Pensée, Maison de Quartier des Toulouses*, 95000 Cergy, librepensee95@pop.free.fr.

Inspections citoyennes : soutien financier

Le rassemblement *Peace and lands* qui se tenait avant l'inspection citoyenne du 22 et 23 septembre 2007 a été victime du mauvais temps et les organisateurs ont un trou financier que l'on peut aider à combler en faisant un chèque à l'ordre de l'UPF, Union pacifiste de France et en l'adressant à Xavier Renou, 49, rue de Neuilly, 92110 Clichy.



Téléphonie mobile

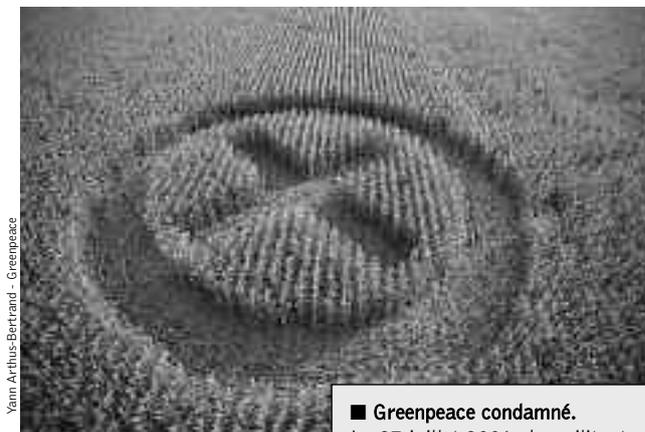
Saint-Denis : mêmes normes en banlieue qu'à Paris !

Environ 1500 habitants de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) ont adressé fin 2006 une pétition à la mairie pour demander à celle-ci qu'une convention soit passée avec les opérateurs de téléphonie mobile dans les mêmes termes qu'à Paris, c'est-à-dire garantissant des taux d'exposition inférieurs à 2 V/mètre alors que la réglementation autorise jusqu'à 61 V/m. La municipalité a retiré l'autorisation de travaux à Orange et Bouygues dans les rues Connoy et des Ursulines... mais en vain : les opérateurs ont gagné devant les tribunaux début 2007. Les habitants ont affiché des drapeaux orange aux fenêtres pour protester. Le débat s'est élargi au niveau de la Plaine-Saint-Denis, agglomération de communes... mais aucune convention n'a pour le moment pu être signée. La communauté de communes a fait réaliser une cartographie des antennes par des étudiants et des campagnes de mesures. Les discussions sur la convention sont toujours en cours de discussion.

OGM

■ **Suisse : cultures malgré le moratoire.** Alors qu'un moratoire sur les OGM a été établi, le gouvernement a autorisé par dérogation, le 4 septembre 2007, la culture d'un blé OGM et d'une plante sauvage modifiée dans le cadre d'une expérimentation menée par l'Université de Zurich. Les deux parcelles autorisées se trouvent à Zürich-Reckenholz et au centre viticole du Caudoz à Pully (canton de Vaud), elles seront clôturées et une zone de 300 m devra être respectées vis-à-vis des autres cultures. Greenpeace est tout de suite intervenu pour rappeler que l'on a déjà eu des pollutions par les OGM à des distances bien supérieures à cela (plusieurs kilomètres). De nombreuses personnes habitant à proximité du centre viticole de Pully ont engagé des recours juridiques. Le POP, Parti ouvrier populaire (gauche), a annoncé qu'il donnerait des cours publics de fauchage.

■ **Maine-et-Loire : onze hectares fauchés.** C'est anonymement qu'onze hectares de maïs OGM ont été fauchés à Charcé-Saint-Ellier, sur une parcelle de 20 hectares, dans la nuit du 7 au 8 septembre 2007. Deux jours auparavant l'Union des apiculteurs d'Anjou qui fédère les



Yann Arthus-Bertrand - Greenpeace

professionnels dans le département, avait réclamé le fauchage du champ après la découverte de pollen OGM dans des ruches à proximité du champ. Depuis plusieurs jours, la tension était vive avec la coopérative Terrena qui avait lancé cette première culture OGM dans le département. Les parcelles étaient prévues pour produire des semences pour un lancement en grand d'OGM l'année prochaine.

■ **Gers : un champ illégal repeint par Greenpeace.** Ayant repéré par analyse un champ de maïs OGM non recensé par la préfecture, Greenpeace a organisé une pulvérisation du champ avec une teinture le 5 septembre 2007. Le maire arrivé sur place s'est étonné de ne pas savoir qu'il comptait un champ d'OGM sur sa commune... alors que l'agriculteur affirme avoir transmis les papiers nécessaires... au semencier.

■ Greenpeace condamné.

Le 27 juillet 2006, des militants de Greenpeace ont couché des pieds de maïs transgénique dans un champ, dessinant un immense dessin photographié depuis le ciel par Yann Arthus-Bertrand. La photo a depuis fait le tour du monde. Le propriétaire du champ a porté plainte et le 1^{er} octobre 2007, le tribunal a condamné Greenpeace à 3000 € d'amendes, 1370 € de dommages, 1000 euros de préjudice moral, 2000 € de frais d'avocat. L'association a fait appel.

■ **Ardèche : en trois fois !** Les faucheurs volontaires avaient pollinisé un champ OGM avec du pollen conventionnel fin juillet puis ladite parcelle a été détruite anonymement début août... l'occasion d'apprendre l'existence de deux autres parcelles voisines aussi cultivées en OGM. Une information qui a provoqué un retour nocturne : le 5 septembre, ces deux autres parcelles ont été neutralisées : tous les épis de maïs ont été arrachés et emportés.



SOCIÉTÉ

Puces cancérigènes

Déjà au moins quatre études qui ont suivi l'évolution de rats de laboratoire sur lesquels avaient été mis en sous-cutané des puces RIFD... comme c'est envisagé pour les humains, ont mis en évidence une hausse significative du taux de cancers chez ces animaux. La Californie, chez qui plusieurs entreprises envisageaient d'imposer à leurs salariés le port d'une telle puce, a voté une loi interdisant cette pratique.



DR

Baisse du nombre de journalistes

Pour ceux qui croient encore le discours officiel, "croissance = emplois", la réalité est là pour rappeler la réalité des choses : la concentration des groupes de presse, le déploiement des gratuits (à base d'infos d'agences de presse), internet... tout concourt à diminuer le rôle des journalistes dont le nombre en France est en baisse régulière. Selon la SNJ-CGT, environ 1000 suppressions de postes ont eu lieu en 2006. Il y aurait environ 50% de chômeurs dans cette profession.

Jeunes et vieux ensemble

Concorda Logis est une association qui souhaite remédier à l'isolement des seniors et apporter une solution

supplémentaire d'hébergement aux étudiants pour un coût modéré. L'association propose à des étudiants des hébergements chez des personnes à la retraite, à un prix modéré, en échange de quelques heures de services par semaine. *Concorda Logis*, tél : 04 67 54 95 12, www.concordalogis.com.

Lille

Etudiants intervenants en prison

Genepi, association d'aide aux prisonniers, cherche des étudiants volontaires pour donner des cours en prison. Une réunion de présentation est organisée le mardi 6 novembre de 20 h à 22 h, au café citoyen, 7, place Vieux-Marché-aux-Chevaux. *Genepi*, tél : 03 20 13 15 73.

nord-sud

Semaine de la solidarité internationale

La 10^e édition de cette semaine organisée avec le soutien de différents ministères, se tient cette année du 17 au 25 novembre 2007. Des centaines d'initiatives ont lieu dans toute la France... avec des niveaux de conscience politique fort différents, de la simple charité à la décroissance en passant par les multiples formes d'aides au développement. Une sélection :

■ **Paris : soutien à la marche Janadesh.** Du 15 au 23, à la Fiap Jean-Monnet, 30, rue Cabanis, 75014 Paris, exposition photo sur les paysans sans terre en Inde. Au même endroit, du 1^{er} au 18, exposition photo sur les suites du tsunami en Indonésie. Renseignements : 01 43 13 17 06.

■ **Paris : Re-penser la solidarité internationale.** Un collectif d'associations organise du 17 au 24, à l'espace Ishtar, 10, rue du Cardinal-Lemoine, Paris 5^e, une série d'actions sur ce thème. Samedi 17, 16h30 : table-ronde, les valeurs de la solidarité internationale sont-elles universelles ? Mardi 20, 19h30 : film "sous le joug de l'occident", conférence de Mohammed Taleb. Jeudi 22, 19h30 : film sur la Guinée Bissau et Amílcar Cabral. Vendredi 23, 19h30 : conférence "occident barbare et philosophie sauvage" avec Eric Navet. Samedi 24, 14h30, table-ronde : vers de nouvelles solidarités avec les collectifs Baraka, Africa is the future et la Nef ; 16h15 : philosophie et rapports sud-nord ; 19h30 : film "L'école des sables" ; 20h30 : contes. *Re-Penser la Solidarité Internationale pour transformer le Monde*, 10, rue du Cardinal-Lemoine, 75005 Paris, tél : 01 43 29 33 08.

■ **Hauts-de-Seine : migrations et solidarité universitaire.** Rencontres le 19 à l'université Paris X de Nanterre : exposition, films, débats, ateliers... *AUCI, Association universitaire de coopération internationale*, 200, avenue de la République, 92000 Nanterre, tél : 01 40 97 78 82.

■ **Hauts-de-Seine : Sahara occidental.** Un colloque sur la question du Sahara occidental, le droit à l'autodétermination et les droits humains, se tiendra le 24 à l'université Paris X, bâtiment B. Co-organisé avec des associations de solidarité avec le peuple Saharoui. *AUCI, Association universitaire de coopération internationale*, 200, avenue de la République, 92000 Nanterre, tél : 01 40 97 78 82.

■ **Seine-Saint-Denis : Cannibale.** Du 12 au 17, à Aubervilliers, débat autour du livre *Cannibale* de Didier Daeninckx. Le 12, ouverture d'une expo à l'espace Renaudie ; le 14, lecture de textes et débat avec l'auteur à 18h30 à la librairie des Mots passants, jeudi 15 à 19h et vendredi 16 à 20h : théâtre et débat avec l'auteur. *Service municipal Vie associative et Relations internationales*, 7, rue du Dr-Pesqué, 93300 Aubervilliers, tél : 01 48 39 51 03.

■ **Seine-Saint-Denis : Femmes du monde.** Du 15 au 30, rencontres et débats dans le département organisés par le conseil général. Renseignements : 01 43 93 77 76.

■ **Essonne : forum de la solidarité internationale.** Le 17 à l'École Appert de Massy : marché solidaire, stands associatifs, films, expos, débats avec un foyer d'accueil, animations de rue. *Association Jeunes pour le Monde*, 10, avenue du Noyer-Lambert, 91300 Massy, tél : 01 69 20 25 32.

■ **Saône-et-Loire : rencontres interculturelles.** Du 17 au 25, halle d'Hallencourt à Autun, rencontres, expo, débats, prêts de livres et de BD... *Maison du développement durable*, 19, rue Guérin, 71400 Autun, tél : 03 85 52 04 37.

■ **Haute-Saône : Rencontre jeunesse citoyenne.** Le 22, de 14 h à 19h, salle des conférences de la mairie de Vesoul. Ateliers autour du thème "de l'idée à l'action". *CIJ*, 38, rue Paul-Morel, 70000 Vesoul, tél : 03 84 97 00 90.

■ **Oise : non violence, citoyenneté et lutte contre le racisme.** Le 21 à la Maison des jeunes du CSF, à Méru. Court-métrage et conférence sur la non-violence, le respect de soi-même et des autres. *Cap Sud Emergences*, 16, place du Jeu-de-Paume, 60110 Méru, tél : 03 44 22 12 98.

■ **Seine-Maritime : les mangeuses de chocolat.** Représentation théâtrale sur la filière du chocolat le 23 à la salle polyvalente de la MJC de Fécamp. *Collectif solidarité Fécamp, MJC*, 5, rue Théagène-Boufart, 76400 Fécamp, tél : 02 35 29 20 10.

■ **Côtes-d'Armor : conférence insolente.** Le 22 à 21 h à la salle Savidan, à Lannion. Conférence réalisée par la ligue d'improvisation de Lannion sur le thème de l'accueil des migrants venus d'Asie et d'Afrique. *Terre des Hommes*, 1, rue Beauchamp, 22200 Lannion, tél : 02 96 23 70 41.

■ **Finistère : Bretagne Niger.** Le 24, espace Glenmor à Carhaix, stands et débat autour de la solidarité avec le Niger. *Collectif Bretagne Niger*, 11, square Alexandre-Fleming, 35700 Rennes, tél : 02 99 63 22 78.

■ **Haute-Vienne : Alimenterre.** Du 5 au 14, dans le hall de l'Hôtel de région, 27, boulevard de la Corderie à Limoges, exposition sur les paysans qui luttent contre la faim. *Maison des droits de l'Homme*, 37, rue Frédéric-Mistral, 87100 Limoges, tél : 05 55 35 81 24.

■ **Gironde : enfants en souffrance en Afrique.** Conférence de Jean-Christophe Servant, du Monde diplomatique, le 16 à 20h30 à la médiathèque Camponac de Pessac. *Cœur Soleil, maison des associations*, 19, avenue Pierre-Wiehn, 33600 Pessac, tél : 05 56 46 26 01.

■ **Pyrénées-Atlantiques : Village alternatif.** 23 et 24 au centre de vacances Galbarreta, à Hendaye. Vendredi pour les scolaires, samedi, tout public. Stands associatifs et débats. *Pompiers sans frontières*, 8, rue de la Halle, 64700 Hendaye, tél : 05 59 54 33 25.

■ **Haute-Garonne : indiens Guarani.** Le 23 au centre culturel de Ramonville-Saint-Agne, concert d'Equidad Barres en soutien aux indiens Guarani. *Association Corredor Verde, Misiones*, 4, résidence du Parc, 31520 Ramonville-Saint-Agne, tél : 05 61 81 21 67.

■ **Lot-et-Garonne : économie solidaire.** Le 21, 20h30, cinéma Les Montreurs d'images, film "Africascope, histoire d'économie solidaire" et débat avec le réalisateur Denys Piningre et un représentant de la Nef. *FOL 47, 108, rue Fumadelles*, 47000 Agen, tél : 05 53 77 05 30.

■ **Ardèche : Citoyenneté internationale.** A l'Espace Ouvèze de Privas, jeudi 22, ateliers, animations, rencontres, spectacle ; vendredi 23, forum citoyenneté internationale avec les collégiens et lycéens ; samedi 24, 9h30 : forum "aide au développement", 14 h : salon du livre "vivre mieux, autrement" avec marché africain, énergies renouvelables, habitat... A 15h, conférence de Pierre Rabhi, 16h30 : spectacle "humour noir", 20h30 : concert au théâtre ; dimanche 25 : poursuite du salon, 15h30 : énergie solaire en Afrique. *Association socio-éducative, lycée V.-d'Indy*, 07000 Privas, tél : 06 22 51 16 74.

■ **Savoie : marché solidaire.** Le 11, halle Decroux, à La Motte-Servolex et du 11 au 24, exposition "du producteur au consommateur à la Maison des associations et à la Bibliothèque des deux mondes. *Tiers Monde communes solidaires, Les Bonnets*, 73160 Saint-Cassin, tél : 04 79 96 31 72.

■ **Isère : forum des associations.** Le 19, salle Equinoxe, à La Tour-du-Pin. Commerce équitable, relations interculturelles, respect des droits humains. *Collectif SSI Nord Isère*, 3, allée des Sétives, 38300 Bourgoin-Jallieu, tél : 04 74 93 57 25.

■ **Isère : Ensemble Kaboul.** Le 23, à 20h30, à Poncharra, concert de musique afghane et stands associatifs. *Collectif SI Grésivaudan, Artisans du monde*, 363, rue des Sources, 38920 Crolles, tél : 04 76 04 99 36.

■ **Rhône : Festisolidaire.** Du 22 au 24, à la salle de cinéma et la salle des fêtes de Saint-Clément-les-Places. Trois jours de rencontres, de témoignages sur des actions de solidarité. *Centre Social et Culturel du canton, espace Juge Pascal*, 69930 Saint-Laurent-de-Chamousset, tél : 04 74 70 55 90.



Afrique

Rayé de la carte

L'association belge SOS Faim a lancé une campagne intitulée L'agriculteur africain rayé de la carte qui montre comment l'agrobusiness exerce une pression à la baisse des prix des matières premières, comment les Etats ne peuvent plus protéger leurs frontières, comment les intrants (eaux, semences, engrais) sont de plus en plus rares et chers... tout ceci ayant comme conséquence l'effondrement de la paysannerie dans les pays du Sud. Une exposition présente sous forme de frise-revendications est présentée à la demande dans des lieux publics, des fêtes, des festivals... *SOS Faim, rue aux Laines, 4, B 1000 Bruxelles, www.sosfaim.org.*



Toilettes sèches et histoires d'eau

Chaque jour, environ 9 milliards de litres d'urine et 1 million de tonnes de matière fécale sont produits par l'ensemble des habitants de notre planète. On comprend facilement, à la lecture de ces chiffres, que la manière dont on va gérer ces gigantesques quantités d'excréments est déterminante. L'utilisation de la chasse d'eau et des systèmes classiques d'assainissement ayant montré ses limites, il est maintenant possible d'évoquer l'alternative que constituent les toilettes sèches sans être perçu comme un passéiste ou un écolo utopiste.

Les toilettes sèches, c'est tout simple : je retire l'eau, je ne retiens rien, j'ajoute deux poignées de copeaux, je laisse la transformation se faire et j'obtiens un terreau près à retourner au sol. Bien sûr, quelques règles sont à respecter, tant pour l'aménagement et le fonctionnement des toilettes que pour le bon déroulement du compostage, mais rien d'insurmontable. Sur ce sujet comme sur beaucoup d'autres, il apparaît clairement que le principal obstacle se situe

à la rejection, du "débarassez-moi immédiatement de cette horreur" à "oui, j'assume en totalité ce que je produis".

Depuis quelque temps, on observe des changements significatifs, tout au moins dans les pays occidentaux, et notamment en France. En effet, les installations de toilettes sèches se multiplient, chez les particuliers et dans les lieux publics (parcs nationaux, aires d'autoroutes...), sans oublier les manifestations en tous genres (festivals musicaux, salons écologiques, rencontres sportives...) qui, maintenant, choisissent souvent l'option sèches plutôt que la version chimique. Les Nations Unies vont, elles aussi, apporter leur contribution : 2008 sera l'Année Internationale de l'Assainissement, afin d'inverser la tendance et d'aller vers des pratiques durables. Mais nul besoin d'attendre le consentement des institutions pour agir, soyons libres et responsables, le Petit Coin n'attend que nous.

Christophe Elain ■

Photos extraites du livre de Christophe Elain
Un petit coin pour soulager la planète
Ed Goutte de sable La Roussière, 53400 Athée
2005 - 288 p - 10 €

Lettre ouverte aux paysans chez qui j'ai fauché du maïs génétiquement modifié cet été

Chers ami(e)s,

Je vous appelle mes ami(e)s car vous n'êtes pas mes ennemi(e)s, je ne vous ai jamais considérés comme tels même si je désapprouve le fait que vous cultiviez sur vos terres des organismes génétiquement modifiés.

Je désapprouve vos cultures génétiquement modifiées sans pour autant condamner votre travail, vos efforts de tous les jours, l'amour que vous portez à votre terre, vos soucis économiques et familiaux.

Je ne me sens pas de juger les raisons qui font que vous ayez choisi de mettre au service d'une multinationale agrochimique vos champs, vos forces, votre intelligence.

Je ne suis pas contre vous. Je vous respecte.

Et je continue d'apprécier et d'admirer le métier de paysan, qui est l'un des plus beaux du monde, qui est celui qui a la charge de nourrir le monde, qui, entre tous les métiers, a la charge de prendre soin de la Création.

Vous avez fait vos choix, en semant et en cultivant des OGM, et moi j'ai fait les miens.

Cet été je suis venue chez vous, sans être invitée, je le reconnais. Je suis venue chez vous, j'ai pénétré avec d'autres dans vos champs, j'ai piétiné votre terre et j'ai arraché votre maïs, qui était déjà bien haut et bien avancé.

Le 5 août 2007, Christian Lagorse, 46 ans, cultivateur de maïs OGM, se suicidait à l'annonce d'un pique-nique anti-OGM devant sa parcelle. Cette tragédie, qui fait écho à celle des nombreux paysans indiens qui se suicident à cause des désastres causés par la monopole des OGM, vient rappeler l'urgence de tendre des ponts entre opposants aux OGM et transgéniculteurs, comme le fait ce texte. Quelques jours après le drame Jean-Baptiste Libouban, fondateur du Collectif des Faucheurs Volontaires, a entrepris un jeûne par respect pour le producteur suicidé.

En l'arrachant j'ai pensé à vous, aux soins que vous lui avez apportés, aux heures de labeur...

Jamais à aucun moment de ces journées là, je n'étais contre vous. Je pensais à vous et je me demandais : "Pourquoi ils ne sont pas là ? Est-ce qu'ils nous voient ? Est-ce qu'ils ont peur de nous ? Qu'est-ce qu'ils vont penser de nous ? "

Je vous voyais revenir sur le champ après notre passage pour constater le désastre. Quels sentiments aviez-vous à notre égard, à ce moment là ? Avons-nous été à vos yeux une horde de sauvages assoiffés de vengeance ? Des irresponsables ? Avez-vous ressenti l'injustice de l'acte gratuit, du vandalisme, du viol de votre terre ?

J'ai eu mal pour vous. Je me suis demandé si vous pourriez, un jour, nous pardonner.

Mais les raisons qui m'ont poussé à arracher votre maïs OGM étaient plus fortes que mes considérations : dans cette question qui m'oppose à vous, les plants OGM en plein champs bien sûr, il y a quelque chose qui touche à la vie et à la mort, à la vie et à la mort des cultures traditionnelles et biologiques, de la biodiversité, à la vie et à la mort dans notre nourriture et pour notre santé, à la vie et à la mort de milliers de paysans, surtout les plus pauvres, dépendants des semences et des semenciers, à la vie et à la mort par l'appropriation du vivant au moyen de brevets par des groupes commerciaux qui deviendraient "les maîtres de la semence et de la vie organique". La vie et la mort entre les mains d'un seul pouvoir. Quelle arrogance insupportable ! Quel poids pour ma conscience, si je baisais les bras !

Vous n'êtes pas mes ennemis, et je crois dans la vie. Je me bats pour que la vie gagne, toujours. J'ai des enfants et des petits enfants, je me bats pour leur vie, aussi.

Et, pour le moment, les plants OGM dans vos champs, sembleraient plutôt nous pousser vers une certaine mort. Je me dois de me battre, je vous dois de me battre.

Je sais avoir enfreint la loi, j'en assume la responsabilité. J'assume aussi la responsabilité d'être arrivée chez vous comme une voleuse.

Mais si c'était à refaire, je le referais.

Cependant, je pense depuis longtemps vous écrire ces quelques mots pour lancer un pont entre vous et moi. Veuillez croire à ma sincérité.

Anna Massina ■

Du Collectif des Faucheurs Volontaires Saint-Antoine-l'Abbaye, 23 janvier 2005.

Photos de David Sterboul extraites de son exposition *La désobéissance civile en plein champ* (Rencontres photographiques du 10^e à Paris, 2005).

Page ci-contre : 25 juillet 2004 : Action à Menville (Haute-Garonne).

Après une heure du jeu du chat et de la souris avec la gendarmerie, les faucheurs laissent leurs véhicules et convergent vers l'une des parcelles envisagées comme cibles. (Photo du haut)

En nombre insuffisant, les forces de l'ordre ne peuvent que laisser faire les faucheurs. Les gendarmes se contenteront de prendre des photos et de relever les immatriculations des véhicules. (Photo du bas)



25 juillet 2004 : Action à Menville (Haute-Garonne)
Les faucheurs à l'approche du champ.



Inspections citoyennes

En 1997, alors que les inspecteurs de l'ONU cherchent désespérément des bombes nucléaires en Irak, des citoyens décident de les aider... en leur indiquant où l'on construit, teste, entretient l'arme atomique. Cela se trouve dans les cinq pays que sont les Etats-Unis, la Russie, la France, la Grande-Bretagne, la Chine. Comme l'ONU ne semble pas intéressé (ces cinq pays y ont un droit de veto), les citoyens ont décidé de passer à la vitesse supérieure en organisant eux-mêmes des inspections.

En France, lors de ses vœux, en janvier 2006, Jacques Chirac a annoncé que les missiles M51 peuvent servir de manière "préventive" lors d'un conflit dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Ceci est en violation du droit international qui dit que l'arme nucléaire est illégale et que ceux qui la possèdent doivent s'engager à la dénucléarisation, traité de non prolifération ratifié par la France.

Les citoyens ont réussi à savoir que le missile M51 devait être testé au centre d'essais militaires de Biscarosse dans les Landes. En septembre 2006, ils réunissaient près de 10 000 personnes pour le lendemain, environ 1500 personnes se sont retrouvées devant la base. Une demande officielle d'inspection avait été faite. Sans surprise, elle a été refusée.

Un gros des manifestants se déployait sur la plage, formant une ligne humaine. Les personnes arrivaient à passer outre la surveillance militaire et à commencer une inspection. Ils ont été retenus que brièvement.

Le lendemain, l'armée s'apprêtait à faire un nouvel essai. Une dizaine d'inspecteurs citoyens ont de nouveau pénétré sur la base. Une inspection s'est tenue le 22 septembre 2007... A suivre !

FV ■

un gig...
pection
Le
du
sur la b.



Guillaume Gambelin

La Brigade activiste des Clowns se lance à l'assaut de la base nucléaire de Biscarosse.

Inspection citoyenne devant la base de Faslane en Ecosse en 2005.





Inspection citoyenne devant la base de Faslane en Ecosse en 2005.

Pour devenir vous aussi inspecteur, prenez contact avec *Greenpeace*, le *Réseau Sortir du nucléaire*, l'*Appel des Cent*, l'*Union pacifiste*, le *Mouvement de la paix*, *Attac*, *ACDN*, le *MAN*, *Pax Christi* ou www.nonaumissilem51.org.



Inspection citoyenne devant le centre d'essais militaire de Biscarosse en 2006.

L'écologie politique

Il nous a semblé utile, dans ce numéro fêtant nos 25 ans d'activités, de faire le point sur l'écologie politique aujourd'hui. Cette question représente en effet le socle de cet arbre que nous avons vu grandir et que nous avons nourri pendant toutes ces années. C'est pour cela que nous avons demandé à diverses personnes engagées de manières différentes dans l'action écologique et dans ses multiples discussions de donner par écrit leurs points de vue sur ce thème. Et ceci, pour maintenir ouvert le débat.

De quelle "politique" parle-t-on ?

A la question : **A l'instar de la trajectoire de José Bové, comment interpréter le passage de l'engagement quotidien (syndicalisme) à celui électoral ?**, les réponses varient et ne sont pas toujours tendres.

Bruno Charles, estime que "nous sommes nombreux à avoir eu une trajectoire comparable, passant d'un engagement associatif ou syndical à un engagement politique. Pour moi, ce furent les associations de protections de la nature et les mouvements d'éducation populaire qui formèrent mon militantisme, avant d'entrer chez les Verts à la fin des années 1980. Ce cheminement est logique et même 'éco-logique' : on part de problèmes concrets puis on se pose la question de l'organisation collective, de 'l'écosystème social' qui produit ces problèmes. Et là, on fait de la politique. L'organisation sociale est largement organisée par les normes produites par les institutions politiques (lois et règle-

ments produits par les différentes institutions), ainsi que par les énormes budgets qui sont dépensés par les institutions. Pour orienter la société vers un développement soutenable, il faut jouer sur ces deux leviers. Et pour accéder à ces leviers, il faut s'inscrire dans le rapport de force électoral. Il faut ajouter que les écologistes se sont créés sur le postulat qu'une nouvelle pensée était nécessaire, que les idéologies classiques de l'Occident n'étaient pas pertinentes pour résoudre les nouveaux problèmes posés par la rencontre de l'humanité avec les limites écologiques de la planète."

Yves Frémion voit lui aussi la nécessité d'un passage du champ syndical au champ électoral, mais est plus circonspect face à certains choix : "En général, syndicalisme et engagement associatif montrent leurs limites au bout d'un certain temps : quelle que soit la qualité du travail accompli, la décision finale est prise par le politique, qui n'a pas obligation de tenir compte de ce que pensent associations et syndicats (parfois même s'inscrivent délibérément en opposé). L'action politique, voire électorale, est donc une étape suivante dans un processus d'engagement. Pour ma part, c'est l'impuissance associative à arrêter des projets prédateurs qui m'a conduit, à 40 ans, à m'engager dans un parti et à le représenter électivement. Cela dit, à un certain niveau d'influence (national ou international), l'engagement politique peut mettre en danger le travail citoyen accompli, en le décrédibilisant. C'est ce qui arrive en ce moment à José

Bové : sa force tenait justement à ce qu'il n'était pas un politique. Il y a eu d'autres exemples, négatifs (Walesa) ou parfois positifs (Havel, Mandela)."

Jean-Luc Girard considère l'engagement électoral comme un risque de fourvoiement pour la société civile : "En devenant politicien, José Bové perd son identité de paysan syndicaliste et se joint, à leur marge, aux ambitieux politiciens. Que devient le combat pour le terrain quand il fait place au combat pour des voix ?

Par ailleurs, dans une mass-election comme celle des élections présidentielles, avec des équipes bien rodées comme celles des grands partis, il me semble que ce sont les mass-media qui mènent le bal. Quel résultat sa candidature peut elle espérer, alors que ces mass-media diablement efficaces sont aux ordres financiers de ses opposants ?"

Enfin **Gilles Gesson** rejette radicalement le passage vers la voie électorale : "A mes yeux, la politique ne consiste plus aujourd'hui qu'à mettre en application des décisions supranationales prises ailleurs (Commission européenne, OMC, FMI, etc.) par des technocrates sans légitimité démocratique et soumis à la puissance des lobbies industriels et financiers. Dès lors, pour moi, un 'élu', quel qu'il soit, n'est plus qu'un porteur de seaux. Face à l'énormité des intérêts en jeu et à la puissance des lobbies, je trouve tout à fait illusoire de penser pouvoir changer les choses de l'intérieur. Je ne vois donc pas l'utilité d'entrer dans le jeu électoral. Pire, je trouve même que c'est dangereux, en ce

Jean-Luc Girard, animateur de la revue *Passerelle Eco*, met en place un écolieu de vie et d'activités en Saône-et-Loire.

Yves Frémion, écrivain, conseiller régional vert, ancien député européen.

Gilles Gesson, journaliste et photographe de la revue *Gardarem lo Larzac*, a accompagné José Bové dans ses déplacements pendant plusieurs années.

Bruno Charles, secrétaire départemental des Verts du Rhône, militant associatif, directeur de la Maison rhodanienne de l'Environnement.

en questions

sens que cela consiste à entretenir un système qui permet de légitimer tout et n'importe quoi (par exemple, aux yeux de tous les observateurs du microcosme politique, la forte participation électorale lors de la dernière élection présidentielle assoit la 'légitimité' de la victoire de Sarkozy... et donc de tout ce qui va en découler). *Vous vous êtes présenté, vous avez voté ? Vous reconnaissez donc la légitimité du système et devez en accepter le résultat. Vous avez été battu, vous avez perdu ? Vous n'avez donc plus qu'à rentrer dans le rang.* Pour moi, la meilleure façon d'espérer pouvoir influencer sur les choses, tout en restant lucide sur les limites d'un tel engagement, reste l'action sur le terrain, tant au niveau local que global, individuel que collectif, d'opposition que de proposition. Le syndicalisme, entre autres, peut permettre cela. Pas la politique, cet art d'empêcher les gens de se mêler de ce qui les regarde. Apparemment, d'autres ne partagent pas cet avis... Quelles peuvent être leurs motivations ? Je n'en vois que de deux ordres : ego disproportionné ou naïveté... les deux n'étant d'ailleurs pas incompatibles."

L'échec relatif des partis écologistes

A la question : **quels sont les constats que nous pouvons faire face à l'évolution des "partis écologistes" depuis leurs premiers pas à aujourd'hui ?**, tous s'accordent sur un certain échec de cette voie. Avec plus ou moins de nuances et d'amertume.

Pour **Gilles Gesson**, "le seul constat qui vaille face à une évolution est celui d'en considérer l'aboutissement, le résultat. Et en la matière, ce n'est guère brillant. Si depuis trente ans qu'ils existent, les partis écologistes avaient eu la moindre influence sur les décisions qui nous mènent aujourd'hui dans le mur, en serions-nous là ? Cela dit, il serait quelque peu contradictoire de ma part, après ce que je viens de dire plus haut, de le déplorer : il ne peut y avoir pour moi qu'une contradiction flagrante

entre 'parti' et 'écologie'... Apparemment, d'autres ne partagent pas cet avis..."

Parmi eux il y a **Bruno Charles**, lequel estime que "le constat est plutôt douloureux : les écologistes décidèrent de la création d'un nouveau mouvement politique avec l'ambition de refonder la politique. Quelques années plus tard, au milieu des années 1990, ils se positionnèrent majoritairement à gauche, avec l'ambition de refonder la pensée de gauche sur une base 'anti' : anti-productiviste, anti libérale, ou encore anti spéciste... Aujourd'hui, il est question de refonder l'écologie politique ! Pour être juste, il faut constater que les écologistes ont réussi à peser sur des projets locaux, mais qu'ils n'ont pas réussi à peser sur l'échelon national qui est en France (contrairement à d'autres pays européens, l'Allemagne par exemple) le plus déterminant – c'est à l'échelon national par exemple que l'on pense les projets d'aménagement du territoire et d'infrastructures. Mais le plus grave, c'est sans doute que la pensée écologiste a perdu son dynamisme et sa créativité et que le projet de société écologiste apparaît à de nombreux concitoyens comme une punition, un ensemble de restrictions, plutôt qu'un projet axé sur la qualité de la vie autant que sur les solidarités (entre générations contemporaines et entre habitants d'une même région – autant qu'avec les générations futures et tous les peuples de notre planète). C'est donc pour l'instant plutôt un échec, mais heureusement en politique les échecs comme les réussites ne sont que provisoires..."

Yves Frémion et **Jean-Luc Girard** entendent quand à eux, chacun à leur manière, tirer les conséquences de ce relatif échec des partis écologistes. "Globalement, répond Yves Frémion, je dirai seulement que dans ses 3 piliers traditionnels (environnement, solidarité sociale, citoyenneté/démocratie), l'écologie a culturellement gagné sur le premier, pas du tout sur les deux autres. D'où ses échecs électoraux récents. S'il y a avait un vote, non plus sur un président ou des députés, mais sur un mi-

nistre de l'environnement, je pense que les Français voteraient pour un Vert. Mais sur le reste ils ne sont pas encore convaincus. Le combat d'aujourd'hui, sans rien céder sur l'environnement, doit être de faire passer culturellement des notions comme le revenu minimum d'existence, la relance du partage du travail et des revenus, etc., ou d'enfoncer le clou sur la citoyenneté (droits des minorités sexuelles, sans-papiers, vote des étrangers, etc.). Et naturellement de lutter contre le retour nauséabond du nationalisme, qui gagne aujourd'hui jusqu'à l'extrême-gauche."

Quant à **Jean-Luc Girard**, il déclare : "Je ne connais pas les premiers pas des partis écologistes, et je ne connais pas grand chose des partis écolo aujourd'hui. Je ne crois pas qu'il en existe d'importance significative. Les groupuscules et les courants n'ont pas su dépasser leurs rivalités. A ma connaissance il y a dans la politique la volonté de prendre le pouvoir 'par le bas' pour ensuite, une fois qu'on l'a, provoquer un changement 'par le haut'. Malheureusement, dès qu'on est plus de 200, la distance entre le haut et le bas est trop importante, et ce d'autant plus dans un contexte de compétition. Par ailleurs, la quantité de temps et d'enthousiasme dont chacun dispose est limitée, ainsi donc que la capacité d'influence sur le monde. L'échec des politiciens ouvre donc grande la porte à l'action positive locale tout aussi efficace, car suivie visiblement de succès concrets."

Ecologie médiatique

La question : **Que penser de l'écologie médiatique (Hulot, WWF, Greenpeace) vis-à-vis de la prise de conscience individuelle et collective ?** déclenche une critique variée. **Jean-Luc Girard** estime que "la culture globale dans laquelle nous baignons, façonnée par les médias, est le terreau dans lequel naissent nos passions, nos militances et nos choix et non-choix de vie. Cependant, il y a loin entre l'information et la prise de conscience, et plus

encore de distance avec un éventuel changement d'action conséquent. Une prise de conscience réelle de la globalité de notre responsabilité est probablement absolument insupportable, et d'autant plus si le spectateur est assis passivement dans son fauteuil, sans prise sur l'information dont la télé l'abreuve. En conséquence, la réception de ces informations s'accompagne d'œillères, d'indifférence partielle, de réactions irresponsables voire de valorisation de l'irresponsabilité. Toutes ces acceptations ou ces négations, ces fuites diverses, sont des obstacles ou des limites au changement du réel. Or en matière d'écologie, ce n'est pas la connaissance des phénomènes, mais l'évolution globale des comportements qui compte, pour infléchir l'impact de l'activité humaine sur la planète. Il y a donc tant à l'échelle individuelle que globale une distance énorme entre l'information et l'action... et un chemin dont l'exploration m'apparaît de la plus haute importance pour les écologistes."

Plus tranchant, Yves Frémion estime quant à lui que "l'écologie médiatique, comme son nom l'indique, n'est pas l'écologie politique. Hulot et les associations autour de lui, qui ont viré de bord bien vite en allant cirer les pompes de Sarkozy à la sortie de l'Élysée, ont tenté de faire croire à l'absence de lien entre écologie (réduite à l'environnement) et politique : il suffisait qu'un candidat prenne un engagement minimal (TRES minimal) pour qu'il soit médaillé de l'écologie et dispensé de toute critique à venir sur le sujet. Conséquence : l'écologie aujourd'hui c'est Juppé, puis Borloo ! Cette imposture, mal dénoncée au départ, tant les écologistes ne l'attendaient pas, a marché auprès d'un public peu préparé. Les écolos politiques ont été décrédibilisés (ça arrangeait tout le monde) et les prometteurs signataires du pacte se sont désengagés aussitôt Hulot retiré de la course. Pareil gâchis ne s'était jamais produit jusque là, ses conséquences sont mortelles pour notre cause comme nous allons nous en rendre compte dans les mois qui viennent. Je suis étonné de la présence, aux côtés de cette initiative douteuse, des grandes organisations d'environnement, ordinairement moins promptes à se mouiller auprès des partis. Ce qu'elles

font avec Hulot et Sarkozy, elles ne l'ont jamais fait avec les Verts sous prétexte qu'elles ne voulaient pas apparaître trop politiques ! Eh ben là, au moins, nous savons à quoi nous en tenir !".

Bruno Charles est plus nuancé : "Dans une société de communication et médiatique, les associations et fondations comme Greenpeace, la fondation Nicolas Hulot, l'alliance pour la planète, WWF ou France nature environnement ont un rôle indispensable d'alerte pour participer à la prise de conscience de nos concitoyens. Par contre, cela se retourne contre les écologistes lorsque ces associations ne sont pas cohérentes dans leur position et dans leur fonctionnement. Pour ma part, j'ai jugé l'ouvrage de Nicolas Hulot très clair sur la partie du constat écologique, mais très faible sur la partie des propositions. Cela a contribué à faire croire que tous les candidats faisaient de l'écologie et cela a affaibli, dilué le message écologiste. Le travail accompli par les associations réunies dans 'l'alliance pour la planète' m'a semblé bien meilleur."

Pour Gilles Gesson enfin, "on peut, à la rigueur, considérer que la médiatisation des activités de Nicolas Hulot, des actions de Greenpeace, des initiatives du WWF, a pu participer à l'émergence d'une prise de conscience des graves problèmes environnementaux qui se posent aujourd'hui à l'échelle de la planète. Mais une prise de conscience qui débouche sur quoi ? Pour les 'décideurs', sur l'extension des limites de leur cynisme. Pour les 'vrais gens', sur l'occasion de se donner bonne conscience en triant ses déchets, en achetant 'commerce équitable' et/ou en cotisant à une association de défense de l'environnement. Or, il est évident que la crise environnementale n'est, au même titre que la crise sociale (et même, ailleurs, la guerre), qu'une conséquence de la propagation de ce système économique mondial qu'on appelle 'libéralisme'. Mais qui parmi eux, y compris parmi les trois cités dans la question (sans oublier un certain Al Gore), en remet en cause les fondements, ou tout du moins y pointent les relations de cause à effets ? A ma connaissance, personne..."

Créer des pratiques alternatives ?

Un peu à l'opposé de cette écologie médiatique, la réflexion sur **l'invisibilité des pratiques et des groupes écologistes "radicaux", entre marginalisation et source d'alternatives sociales...** amène à pointer du doigt l'intérêt et les limites de ces alternatives...

Pour Gilles Gesson encore, "à la différence de ceux dont je viens de parler, d'autres tentent d'agir à leur niveau en recherchant et en expérimentant des alternatives tant économiques que sociales. Cet engagement témoigne non seulement d'une prise de conscience, mais aussi et surtout d'une remise en question du système dans son ensemble. Ils sont 'invisibles' ? Qu'importe : ils n'ont rien à vendre. Ils sont 'radicaux' ? Qu'importe : ils savent ce qu'ils veulent et veulent ce qu'ils savent. Ils sont 'marginaux' ? Qu'importe : au moins ne sont-ils pas 'collabos', même passifs. Et en prenant en considération le fait qu'à ma connaissance, au regard de l'histoire et malgré une idée répandue, peu d'avancées ont été obtenues par des mouvements de masse, l'existence de cette minorité agissante me rend plutôt optimiste. Un optimisme justifié par leur invisibilité médiatique. Le jour où les médias, outils de propagation du système, parleront d'eux, c'est que celui-ci ne les craindra plus puisqu'il les aura assimilés. On n'en est pas encore là..."

Alors que pour Jean-Luc Girard, "l'invisibilité est toute relative. Dans une cellule vivante, la peau, loin du centre, est aussi la zone des contacts et d'échanges fructueux avec l'extérieur. C'est par elle qu'est perçue et appréhendée l'évolution de l'environnement, et c'est à sa proximité qu'une adaptation se teste et s'invente. Il n'est pas possible d'être radical dans tous les domaines. La difficulté pour les pionniers est dans la spécialisation. Les écovillages vont dans le bon sens car ils globalisent les expériences qu'un individu seul, ou un groupe spécialisé, ne peut mettre en œuvre. L'insertion de ces expériences dans un tissu humain et social plus large font partie des critères de qualité de

ces alternatives. *Passerelle Eco* s'adresse aux personnes qui veulent construire positivement à leur échelle. C'est plus local mais peut être cela permet d'aller plus loin. C'est passionnant de faire se rencontrer les rêves, les utopies, la matière, la réalité. Cette rencontre amène forcément des remises en causes, une adaptation guidée par le besoin d'évolution, avec confiance. Les résultats au quotidien alimentent la motivation : c'est un retour positif qui nourrit au lieu d'épuiser.

"Radicaux, se demande Yves Frémion, qu'est-ce que cela signifie ? Pour moi est radical qui n'ampute l'écologie politique d'aucune de ses composantes. Je me suis toujours méfié de ceux qui réduisent l'écologie à l'environnement, ou au combat social, par exemple. Ce n'est pas parce que quelqu'un crie plus fort que moi sur un sujet que sa réponse est meilleure : s'il n'a pas fait le lien avec le reste, sa pensée est réductrice. Après la sortie de mon *Histoire de la révolution écologiste* où je critique ces positions, je me suis fait attaquer par les uns et les autres. Je suis critique, par exemple, des notions récentes et réductrices (ça y est ils vont encore m'accuser de faire des amalgames !) qui visent à remettre de l'idéologie là où justement l'écologie en a fini avec les idéologies en politique, comme 'altermondialisme', 'décroissance' ou tous ces adjectifs qu'on veut accoler à 'écologie' (sociale, citoyenne, voire 'nouvelle'). Aucune composante de la pensée écolo n'est prioritaire : c'est l'écologie dans sa totalité qui est radicale, ou rien."

Bruno Charles craint les dérives de cette manière d'envisager le changement : "En fait, écrit-il, je crois qu'il faut dépasser la recherche d'alternatives pour passer au projet que l'on incarne petit à petit. C'est un risque très présent chez les écologistes les plus radicaux de pratiquer le 'tout ou rien' et de préférer être pur dans une société mauvaise plutôt que de passer des compromis successifs pour avancer dans la bonne direction. Évidemment le compromis est lui-même porteur de risque mais il est pour moi la seule solution pour ne pas se contenter d'actions qui restent marginales et donc invisibles. Face à l'urgence écologique, beaucoup estiment que

le compromis démocratique n'est pas à la hauteur. Mais ce qui est urgent, c'est de faire avancer toute société dans la bonne direction et pas seulement quelques groupes. La seule alternative à cette démarche réformiste et progressive, c'est la dictature éclairée qu'invoquent certains écologistes, à l'instar de Hans Jonas. Mais personnellement, je ne connais pas de dictature éclairée."

Rêves d'écologistes...

Avec notre quatrième question nous avons interrogé nos amis sur la **'nature de l'écologie politique qu'ils voudraient développer dans les années à venir'**. Les réponses restent ouvertes : faut-il continuer dans la même voie, transformer ou élargir les pratiques, ou bien encore tout arrêter ?

Yves Frémion, sourd aux sirènes de la nouveauté perpétuelle, nous répond : "Mais la même qu'avant ! Celle qui articule le combat pour un environnement de qualité à la solidarité sociale, à une citoyenneté pleine pour tous dans une démocratie croissante. Bâtir un monde et, pour le moment, une Europe fédérale fondée sur la subsidiarité, la solidarité des peuples et des régions, travaillant à l'équité Nord-Sud. Une vision parfaitement révolutionnaire mais qui n'a pas peur de se salir les mains en agissant pour des réformes parfois de court terme (toujours bonnes à prendre quand elles améliorent la vie des gens qui souffrent), donc pas peur de participer à des coalitions de pouvoir politique. Exactement comme depuis 20 ans je m'y efforce avec mes amis. Je n'ai pas peur d'être minoritaire et les copains faibles sur leurs convictions qui ont récemment cru faire de l'écologie ailleurs (au centre, à droite, à gauche) voient déjà l'impasse : on ne voulait que leurs voix, leurs idées ils peuvent les remballer !"

Bruno Charles estime que "l'écologie est d'abord une éthique pour bien vivre sans vivre sur le dos des autres ou en massacrant la planète. C'est donc un projet qui interroge tout à la fois notre organisation collective, donc politique, mais qui donne également un nouvel horizon à l'action individuelle, à chacun d'entre nous. Elle est donc tout à la fois une téléologie, une idéologie, et

une pratique. Elle s'ancre dans l'ambition portée par la philosophie des lumières, tout en la renouvelant profondément et en rompant avec ses avatars qui ont triomphé au XIX^e siècle et qui ont produit le XX^e siècle. En une phrase, pour reprendre les paroles du chanteur Renaud, il s'agit de vivre sans être "responsable anonyme de tout le sang versé."

"Il est tout de même hallucinant de constater, remarque quant à lui Gilles Gesson, qu'un système élaboré par des esprits humains, même si l'on admet qu'il est issu d'un long et complexe processus (ce qui reste encore à démontrer), ait pu arriver à ce résultat : la négation de toute valeur humaine. Ma perception de l'écologie politique est qu'elle vise justement à resituer l'être humain au centre de son milieu, naturel bien sûr, mais aussi économique, social, culturel et spirituel. Il me semble qu'il convient donc de considérer l'être humain dans toutes ses composantes. Et j'insisterai là sur la spiritualité. A mon sens, ce domaine a été trop longtemps négligé par les différents courants 'alter' ou 'anti'-mondialistes, issus pour la plupart d'une gauche laïque, par nature matérialiste. Or, la mondialisation est avant tout une globalisation du monde sur les concepts occidentaux, certes économiques, mais aussi culturels et spirituels. Je ne dis pas qu'il faille donner la priorité aux questions spirituelles. Je dis simplement que s'il faut considérer le problème, il faut le faire dans sa globalité."

Laissons le mot de la fin à Jean-Luc Girard et son imaginaire poé-litique : "Si un sondage posait de telles questions je dirai qu'il est biaisé ! L'An 01 donne des idées : arrêter toute écologie politique. Un grand moment de silence : un moratoire, comme on dit. Les politiques commenceraient à écouter le silence du monde. Le bruit d'un ver de terre, le bruit des gens, le bruit des machines, les bruits du corps, le bruit du coeur, le bruit des viscères, un grand lavage des méninges en fait, et ce que le voisin dit... D'autres préféreraient faire du pain au levain... Je pense que de ce *silence* pourrait naître une grande *intelligence* du monde."

propos recueillis par Guillaume Gamblin et Mimmo Pucciarelli ■

Les fausses solutions

Malgré les efforts d'un nombre croissant de personnes, et notamment de celles qui tentent de volontairement diminuer leur consommation, globalement nous rejetons dans la nature toujours plus de déchets.

Et pour certains produits, davantage que ce que la planète peut réincorporer dans ses cycles naturels. C'est le cas avec certains gaz qui détruisent la couche d'ozone, avec de nombreuses substances qui polluent l'eau, mais ce qui inquiète le plus aujourd'hui est sans doute l'accumulation des gaz à effet de serre.

Devant l'évidence, la communauté internationale, à quelques rares exceptions, a finalement décidé d'agir. Cela a donné le protocole de Kyoto : l'engagement de la majorité des pays industrialisés à diminuer leurs émissions de gaz à effet de serre de 5,2 % par rapport à ce qu'elles étaient en 1990.

Protocole de Kyoto : largement insuffisant

Soyons clairs : même si le protocole était appliqué, ce qui n'est pas le cas puisque le plus grand responsable des gaz à effet de serre refuse d'y adhérer et que le Canada renie son engagement, les efforts consentis seraient nettement insuffisants pour empêcher le réchauffement de la planète. Le CO₂ et les autres gaz déjà rejetés dans l'atmosphère y sont pour longtemps et continueront à exercer leurs effets délétères ; et beaucoup de pays en émergence, dont les géants de l'Asie, poursuivent tambour battant une croissance phénoménale (la Chine et l'Inde à un rythme autour de 10 % par année !) sans se préoccuper des conséquences pour l'environnement. Peut-on d'ailleurs leur reprocher de vouloir nourrir leur population ou même d'aspirer à ce style de consommation que nous étalons partout dans le monde par nos médias, notre tourisme et nos

industries en quête d'investissements rentables et de nouveaux marchés ?

Bon, soyons tout de même bons joueurs et admettons que Kyoto, c'est un premier pas et que c'est mieux que rien. Sauf que... il faut peut-être s'interroger sur les moyens qu'on prend pour atteindre les objectifs de Kyoto et, en général, pour diminuer notre impact sur la planète.

Nos divers gouvernements et la classe d'affaires qui les soutient et leur dicte leurs orientations néolibérales ont une foi aveugle dans la croissance économique : il faut augmenter le PIB, il faut produire davantage, il faut créer des emplois pour que la population continue à augmenter sa consommation. Et donc, devant les problèmes environnementaux dont on ne peut plus nier l'existence, les gouvernements cherchent des moyens d'agir qui n'affecteraient en rien la sacro-sainte croissance économique; on veut faire du "développement durable". Il y a même des petits futés qui ont compris que les problèmes actuels pouvaient présenter d'excellentes "occasions d'affaires".

Tout cela nous mène à ce que je qualifie de fausses solutions. Passons-les en revue.

Mauvaises pistes

1 - Le recyclage : il permet de sauver des matières premières, mais requiert de l'énergie et souvent l'addition de produits chimiques. La fabrication de papier recyclé, par exemple, fait beaucoup appel à la chimie et il en résulte des boues toxiques.

2 - Les innovations technologiques : des moteurs d'auto plus performants nécessitant moins de carburant, des avions plus légers, des appareils élec-

triques qui demandent moins d'électricité... C'est bien, cela ménage les ressources et permet de retarder le moment où elles manqueront, et il en résulte moins de pollution ; mais rien n'est réglé, les problèmes sont tout simplement remis à plus tard. Ou bien il s'agit tout simplement d'un déplacement de problème ; l'auto électrique, par exemple. Cela fonctionne bien tant qu'il n'y en a que quelques centaines en circulation : mais si tous devaient constamment recharger leur auto, où prendrait-on l'électricité ? Il y a aussi le fait que beaucoup de ces innovations ont des effets imprévus à long terme. Que nous réserver pour demain les OGM ? Qu'est-il résulté de l'énergie nucléaire, qui devait régler tant de problèmes ? Enfin, on parle de plus en plus de l'effet rebond : une amélioration qui augmente l'efficacité amène une baisse des coûts et rend donc l'usage plus accessible. Quand il y a eu le premier choc pétrolier en 1970, les fabricants d'auto ont mis sur le marché des autos moins consommatrices ; conséquence, les gens se sont davantage déplacés pour le même prix et donc la consommation globale d'essence n'a pas diminué. De même, si la technologie permet d'augmenter l'efficacité, il en résultera des économies à long terme ; mais les consommateurs dépenseront-ils moins d'argent ou plutôt ne s'achèteront-ils pas d'autres choses encore, consommant ainsi d'autres ressources et produisant d'autres déchets ?

3 - Les biocarburants : le coût du pétrole à la hausse et la perspective d'une diminution des approvisionnements amènent à chercher des alternatives pour alimenter nos véhicules à moteurs. Tout plutôt que d'envisager une civilisation sans autos ! Alors on commence à se tourner vers l'éthanol, qu'on fabriquera à partir du maïs et de la canne à sucre surtout, des cultures qui épuisent les sols et se pratiquent surtout dans les pays chauds. Conséquences ? Monocultures, diminution des cultures vivrières locales ; au Mexique, le prix des tortillas a augmenté de 40 à 100 %



selon les régions, avec les effets qu'on peut soupçonner pour les plus pauvres. Le bio-diésél ? Tant qu'on utilise l'huile à frire usagée, ça va ; mais quand il faudra des quantités massives d'huile, une fois de plus on se tournera vers le tiers-monde pour s'y procurer de l'huile de palme, de coco ou d'autres productions tropicales. Et on aggravera les problèmes alimentaires qu'on y connaît déjà.

4 - Le principe du pollueur payeur : les coûts actuels de l'essence, de l'automobile, de l'avion et de nombre d'autres biens ne reflètent pas exactement la réalité : les coûts sociaux (infrastructures, effets de la pollution, maladies, etc.) n'y sont pas inclus. Si l'on intégrait ce

qu'on nomme les externalités, il faudrait payer plus cher et cela diminuerait la consommation. C'est vrai. Mais entre vous et moi, même si l'essence coûtait 3€ le litre, croyez-vous que cela empêcherait les riches de se promener en auto ? Au contraire même : comme il y aurait moins d'autos sur la route, ils pourraient y circuler plus facilement. Je refuse ces solutions que je juge discriminatoires et qui ne touchent que les citoyens moins bien pourvus. Si l'on juge qu'il faut diminuer l'usage de l'automobile, prenons des mesures telles que les gens seront incités à en cesser l'usage : des villes conçues différemment, de bons transports en commun, etc. On nous

parle du principe pollueur-payeur, on nous dit que les nouvelles taxes pourraient être investies dans des projets environnementaux ; voilà encore une taxe régressive, dont le plus grand poids est porté par les gens de la classe moyenne ; si nous avons besoin d'argent pour des projets environnementaux, allons le chercher là où il est, chez les plus riches qui exercent par leur consommation ostentatoire une plus grande pression sur l'environnement ; les impôts progressifs, les taxes sur le capital, la fin des abris fiscaux et d'autres mesures de ce genre pourraient remplir les coffres de l'État.

5 - Les crédits de carbone : quelle belle mesure pour continuer à polluer ! Vous poursuivez vos activités nocives et les rachetez en faisant de bonnes actions ailleurs, comme planter des arbres dans le tiers-monde. On ne sait trop si ces arbres seront vraiment plantés, s'ils survivront, dans combien d'années ils serviront effectivement de puits de carbone ; des chercheurs viennent même de découvrir que pendant leur croissance, les arbres produisent beaucoup de méthane, un gaz à effet de serre beaucoup plus puissant que le carbone. Mais pour ne rien toucher à nos modes de vie, on prend le risque !

Baisser la consommation

Bien sûr, on ne peut être contre la plantation d'arbres, le recyclage, ou même les améliorations technologiques qui permettent de moins polluer ou de ménager les ressources. Mais à la condition que ces diverses actions s'ajoutent à l'action la plus évidente et la plus efficace : une baisse de la consommation dans les pays industrialisés. Nous sommes nombreux à l'avoir compris ; mais nos gouvernements ne vont pas dans ce sens, tout au contraire. À nous de les forcer à rectifier leur tir. Joignons-nous à celles et à ceux qui appellent à changer les orientations néolibérales de nos sociétés et à nous mettre sur le mode décroissance.

Serge Mongeau ■

Auteur de *La simplicité volontaire, plus que jamais...*, éd. Ecosociété (Montréal).

Longo Mai

Chantier rencontres, Limans 2002.



Chantier rencontres, Limans 2002.



Manifestation dans le cadre de la "campagne laine", Berne (Suisse) 2002.

La promenade des cochons, Limans 2005.



Les infos à Radio Zinzine, Limans 2001.

Longo Mai ("longtemps encore" en occitan) est le fruit de la révolte de mai 1968 qui a secoué toute l'Europe. Des militants du groupe anti-fasciste autrichien *Spartakus*, victimes en 1972, d'un attentat nazi, se réfugient un temps en Suisse, à Bâle. Avec le groupe suisse d'extrême-gauche *Hydra* qui mène des actions sociales, ils se lancent dans un projet de coopératives autogérées. Ils se démarquent alors d'une dérive violente de l'époque. Rolland Perrot dit "Rémi", un français présent dans ces groupes leur propose de tenter l'aventure dans la montagne de Lure, en Haute-Provence, où il avait rencontré Giono.

En 1973, à Limans, près de Forcalquier s'installe un premier village. 270 hectares avec une ferme en ruine, Grange-Neuve et un pigeonnier au sommet de la colline sont achetés grâce à la revente d'un immeuble qu'*Hydra* possédait à Bâle et à l'argent apporté par chacun. Ce village est géré de façon coopérative. Les terres sont mises sous forme collective au sein d'un GFA, groupement foncier agricole. Les différentes productions et la vente extérieure sont pensées pour maîtriser des filières d'un bout à l'autre et limiter les intermédiaires : laine, fruits et légumes, vins... Au fil des ans, d'autres lieux sont achetés. Aujourd'hui, il existe une dizaine de coopératives dans l'arc alpin donc cinq

en France. Il y vit plus de 200 personnes qui se retrouvent une fois l'an pour déterminer les tâches et les échanges entre les communautés.

Les coopératives publient un bulletin commun, celle de Limans anime *Radio-Zinzine* audible en Provence. Les coopératives sont toutes actives sur la question de l'accueil des réfugiés politiques, la liberté de circulation des individus étant le centre d'une importante réflexion sur un avenir possible. Autre base de projets : le potentiel des campagnes pour subvenir aux besoins des exclus de la ville. Proche des idées anarchistes, les coopératives mettent en avant le lien social avant le travail. La critique de la société de gaspillage les amène peu à peu à développer des alternatives écologiques (photopiles pour faire fonctionner la radio, agriculture biologique, habitat sain...).

Le fonctionnement en collectif permet d'expérimenter la répartition des richesses, de servir de terrain d'expérimentation, de le montrer à ceux que cela intéresse, d'interpeller les élus sur ce sujet et de donner envie à d'autres de récupérer des terrains et de commencer leur propre aventure.

Michel Bernard ■

Longo Mai, BP 42 04300 Forcalquier, tel : 04 92 73 05 98.

Extrait d'un article paru dans le numéro 305-306.



Fête des moissons, Le Pigeonnier, Limans 2005.



Vinification au domaine de la Cabrery (Lubéron 2006)



Au dessus de la ferme "Le Pigeonnier", Limans 1973.



Récolte de courges, Limans 2006.





Le Béal, des personnes



Dans la Drôme provençale, à Taulignan, une expérience d'accueil familial avec des personnes en situation de handicap est une formidable réussite. Mais les contraintes administratives en font aujourd'hui une expérience unique.



Le foyer de vie Le Béal est né en 1977 dans une ancienne filature de soie et s'inspire des expériences des communautés Camphill (1). Cinq familles accueillent une vingtaine de "compagnons". Le terme compagnon traduit une réalité profonde, celle d'un accompagnement mutuel porté par un geste fondamentalement humain : celui de pouvoir "donner et recevoir". Il s'agit de vivre et d'expérimenter des possibles où les compagnons, même gravement handicapés, peuvent réaliser des projets ensemble, entre eux, avec les autres membres des familles d'accueil, avec les personnes extérieures. Le mouvement Camphill attache une grande importance à l'art et à la culture comme moyens de vivre ensemble. Ici, au Béal, a été construit une grande salle qui permet cela. L'agriculture biodynamique permet aux compagnons d'avoir accès à des activités en lien avec la nature. Cela permet également une certaine autosuffisance des familles. Un atelier de transformation permet de vendre quelques produits, un moyen de tisser des passerelles avec le voisinage et d'éviter d'être trop isolés.

(1) Mouvement fondé en 1939 en Grande-Bretagne, dans la mouvance anthroposophique, l'héritière des réflexions menées par Rudolph Steiner (1861-1925).

A l'origine du Béal

Gilles a suivi une formation de trois ans dans les communautés Camphill en Ecosse où il rencontre sa compagne Angela, Hubert, Tina et leurs enfants ainsi que Jacqueline. Ensemble, ils reprennent l'activité du Béal où vivent déjà des compagnons, l'ancien couple qui a créé le site partant à la retraite. Andréas arrive peu après et crée l'atelier de transformation. Il sera suivi de Joël et Hélène, de Philippe, Régine et leurs enfants, puis plus récemment de Danielle.

La formation initiale d'architecte de Gilles va aider à la rénovation harmonieuse des lieux. Le bâtiment principal en pierres, un austère moulinage de soie, est rénové avec la pose de balcons en bois. D'autres bâtiments sont adaptés pour accueillir les familles élargies, chacune d'elles comportant environ une douzaine de personnes : les parents, les enfants, les compagnons et de jeunes volontaires. Des salles communes sont mises en place pour les différentes activités. Enfin, à l'extérieur, tout un travail est fait sur le paysage, notamment une plantation importante de haies avec des espèces très diversifiées. Le résultat est d'une très grande beauté.

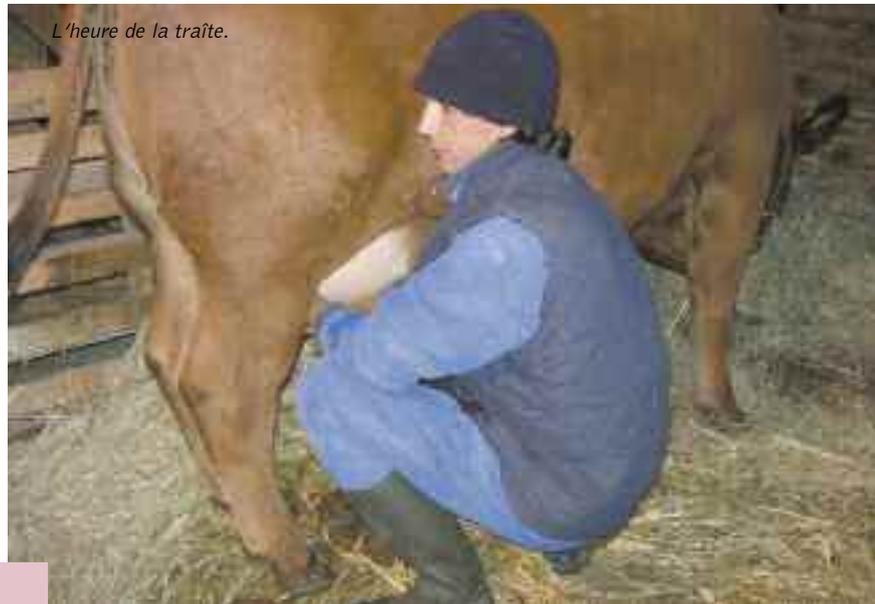
Le Béal cherche à favoriser l'autogestion et l'interdépendance entre tous les adultes. Chaque compagnon participe aux tâches domestiques dans sa famille et s'implique dans un projet personnel au sein de la ferme. Les repas sont préparés en commun. L'objectif du Béal de favoriser l'enthousiasme, la participation, les relations dans le collectif, les activités différentes, le passage de la culture à l'agriculture, le passage de l'individuel au collectif, le passage de la famille à la ferme et au village extérieur.

Les limites du projet

Le lieu a été entièrement recréé par les compagnons. Ils y ont plongé leurs racines. Ils sont chez eux. La plupart continueront d'y faire leur vie et d'y trouver le sens de leur vie sauf déplacement à la demande des familles. Ainsi, quand en 1977, ils prennent la suite de la première famille installée, celle-ci s'en ira... mais les compagnons déjà présents resteront, ce qui fait qu'aujourd'hui les plus anciens sur place sont des compagnons ! Il y a en moyenne un départ et une arrivée tous les quatre ans seulement. Les compagnons ont aujourd'hui entre 25 et 67 ans. De ce fait, le Béal est sollicité par un très grand

extraordinaires

photos de Marie Clem's



L'heure de la traîte.

nombre de familles, alors qu'il n'y a pratiquement aucune entrée possible. Le Béal devrait servir de modèle pour la création d'autres lieux du même genre, mais les conditions administratives et la société ont changé, rendant cette idée difficile. Le Béal a été en lien avec plusieurs groupes de parents qui cherchaient à impulser d'autres lieux, mais qui y ont renoncé.

En 1999, voyant que l'engagement de nouvelles familles se fait rare, l'équipe fondatrice décide de transformer le projet pour mieux répondre aux besoins et aux nécessités actuelles. Cela permet à une plus jeune équipe d'ouvrir de nouvelles voies, en choisissant de vivre à l'extérieur. Un processus social enrichissant se met en route entre ceux qui vivent à l'extérieur et ceux qui vivent sur place. Cette transition est un projet en soi. Au vue de la beauté de l'expérience et des lieux, voici un défi qui en vaut la peine.

Michel Bernard ■

Ferme Camphill, quartier Béal, 26770 Taulignan,
tél : 04 75 53 59 57 ou 04 75 53 55 33.

Extrait d'un article paru
dans le numéro 339.



L'ancienne filature restaurée.



L'atelier de transformation.

Créons des médias

alternatifs

Les médias sont-ils tous à rejeter ? Existe-t-il des pistes pour s'informer plus librement ? Voici quelques raisons d'espérer...

A l'heure où de nombreux médias de masse dépendent des pouvoirs politiques de l'Etat (les stations de France Télévisions, de Radio France) ou des pouvoirs économiques de gros groupes industriels (Bouygues, Bolloré, Lagardère, Dassault et autres marchands d'armes), et où un ancien porte-parole du candidat Sarkozy est devenu ni plus ni moins que l'un des hauts responsables de TF1 (première chaîne européenne en terme d'audimat), à la suite des élections présidentielles de mai 2007, il est essentiel de faire un point sur la situation actuelle des médias et des journalistes qui résistent à cela.

Il existe en France plus d'un millier de médias alternatifs à la société marchande, c'est-à-dire vivant le plus souvent sans publicité, n'appartenant à aucun groupe industriel ou parti politique, et défendant prioritairement des valeurs essentielles comme l'écologie concrète, les droits humains, l'écoconstruction, les énergies renouvelables, les médecines douces, les réseaux de solidarités, et privilégiant les liens (sociaux) plutôt que des biens (commerciaux).

Ces médias-là prennent des formes multiples : revues sur papier, radios libres, télévisions associatives, sites internet, lettres d'informations électroniques... et même des criées publiques dans la rue ! D'après nos estimations, plus de deux millions de personnes en

France lisent des titres de presse alternative chaque mois... sans compter toutes celles qui écoutent des radios libres (il en existe plusieurs centaines en France sur les ondes), ou qui s'informent via des sites internet solidaires ou des lettres d'informations électroniques, ou qui regardent des télévisions associatives comme Zaléa TV.

Au niveau international, ces médias différents sont bien entendu encore plus nombreux. On en trouve un peu partout, notamment dans des pays francophones (Belgique, Suisse, Canada...) et sur tous les continents. Et des réseaux internationaux comme Indymedia sont nés, depuis la révolte de Seattle de 1999 (1).

Des médias et des journalistes comme contre-pouvoirs

A l'heure où des groupes et multimillionnaires cherchent à faire main basse sur tous les grands titres de médias classiques, les médias et les journalistes (salariés-es ou indépendant-es) doivent plus que jamais jouer leur rôle de contre-pouvoirs, afin d'éviter que nos principales sources d'informations émanent soit de structures institutionnelles « gouvernamentales », soit de médias consensuels qui n'évoquent pas les sujets tabous qui fâchent : les luttes





anti-nucléaires, l'écologie, la décroissance conviviale, la lutte contre le dérèglement climatique... Les médias alternatifs sont là pour mieux nous informer en traitant en profondeur des sujets qui ne sont souvent qu'effleurés par les médias classiques.

Des journalistes résistent, au cœur de médias alternatifs mais aussi dans des médias plus classiques (Daniel Mermet avec l'émission « Là-bas si j'y suis » sur France inter, Ruth Stegassy avec « Terre à terre » sur France culture) (2), sans compter toutes celles et ceux qui font partie d'associations comme JNE (Journalistes-écrivains pour la Nature et l'Écologie), présents dans de nombreux médias plus classiques ou travaillant pour des maisons d'éditions (3).

A nous de les soutenir en les contactant, en les lisant, en les écoutant, en nous abonnant à leurs médias différents !

Esteban ■

(1) Pour en savoir plus, lire le guide "Devenons des médias alternatifs : guide des médias alternatifs et des sources d'informations différentes" (éditions le p'tit gavroche, Lyon, 2006), ou visitez le site www.guidaltern.org

(2) A l'heure où nous bouclons la rédaction de cet article en juin 2007, nous venons d'apprendre la suppression pure et simple de l'émission « Arrêt sur images », qui décryptait de façon critique les médias, et qui était diffusée depuis de nombreuses années sur France 5. Vous avez dit "censure" ?

(3) JNE, 7 ter, rue Oudot, esc D1, 75012 Paris. www.jne-asso.org.



Immigrés nécessaires

Lors d'une conférence-débat à Bamako organisée au cours de sa visite au Mali en mai 2006, Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'intérieur, a déclaré : *"Je vous le dis franchement, économiquement la France n'a pas besoin de l'Afrique"*.

Pourtant de nombreux secteurs économiques sont depuis de longues années très largement dépendants d'une main-d'œuvre immigrée, avec ou sans papiers. Il s'agit, entre autre, du bâtiment et des travaux publics, de l'hôtellerie, de la restauration, de la confection, et de l'agriculture, pour des travaux en général saisonniers. Ici nous évoquerons le secteur de l'agriculture. La production intensive de fruits et légumes emploie beaucoup de main-d'œuvre.

L'OMI, une filière légale

Les conditions de travail et de vie des ouvriers migrants saisonniers y sont déplorables. Cette situation a été révélée au public par des scandales comme à El Ejido en Andalousie à la suite des ratonnades de février 2000 et plus récemment dans la région de Foggia dans les Pouilles en Italie.

En France, la plupart des étrangers travaillant dans l'agriculture disposent d'un statut légal. L'emploi de saisonniers étrangers est géré par l'Office des migrations internationales (OMI) depuis 1945. Le contrat a une durée maximale de huit mois et à la fin de cette période l'ouvrier doit se présenter au bureau de l'OMI dans son pays et attendre un éventuel nouveau contrat. Il n'existe aucune garantie, même après plus de vingt années de service chez le même patron. Il y a de nombreux abus par rapport aux salaires et aux heures

non payées, aux conditions de travail et de logement, à l'accès à la sécurité sociale... Un ouvrier peut travailler huit mois chaque année pendant 25 ans et n'avoir aucun droit pour obtenir un permis de séjour ou faire venir sa famille.

Un collectif pour la défense des droits

Le département des Bouches-du-Rhône bénéficie du plus grand nombre de ces contrats en France, environ 4000 chaque année. Depuis quatre ou cinq ans, quelques-uns parmi eux ont décidé de rompre la loi du silence en dénonçant les exactions qu'ils subissaient, soit en portant plainte contre leur patron ou contre des administrations, soit en lançant des grèves. Ce réveil a certainement été encouragé par l'existence du Collectif de défense des travailleurs étrangers dans l'agriculture, le Codetras, créé en 2002.



mais peu désirés

Aujourd'hui ce collectif est une structure sans doute unique en Europe, regroupant des syndicalistes, des travailleurs sociaux en milieu rural, des militants des droits de l'homme, des défenseurs de l'agriculture paysanne, des chercheurs...

En juillet 2005, une grève est lancée au Mas de Poscros, sur la commune de Saint-Martin-de-Crau, une partie de l'empire de Laurent Comte, le plus grand producteur de pêches en France. 240 ouvriers marocains et tunisiens vivaient entassés dans des vieux bâtiments agricoles ou dans des Algecos avec des sanitaires infects et sans eau potable. Ils doivent tout acheter, les draps et couvertures, les assiettes, le gaz pour faire la cuisine... et même leurs outils de travail. Onze heures de sueur et de poussière par jour, dont sept sont payées, trois comptées comme heures supplémentaires à régler plus tard et une heure "gratis". Pendant que la plupart faisaient la récolte, juste à côté, d'autres traitaient les arbres avec des sulfateuses remplies de pesticides.

La grève a duré une semaine et a contraint M. Comte à céder. Il a payé les arriérés et a promis de fournir les outils, échelles et vêtements de protec-

tion. Quelques mois plus tard, cependant, il a choisi de déposer le bilan et d'abandonner la production de pêches. Seuls deux grévistes ont réussi à se faire embaucher l'année suivante.

Un système non réformable

Nicolas Sarkozy oublie donc un peu vite la dette que la France a envers les pays africains.

Plus généralement, ce modèle de production industrielle devrait être complètement éliminé. Il s'agit d'une forme d'agriculture féroce et compétitive qui produit de la nourriture malsaine. Mais en attendant ce "grand jour", il est nécessaire d'agir selon les circonstances. C'est pourquoi le travail d'un collectif comme le Codetras est si important.

Nicholas Bell ■

Codetras, BP 87, 13303 Marseille, Cedex 3, 04 95 04 30 98, codetras@espace.asso.fr; www.codetras.org



Photos de **Yohanne Lamoulère** tirées du livre "*La Roue ou la noria des saisonniers agricoles*". 2007, 80 pages couleur, 18 €. Ed. Khiasma Sud, 11, rue des Frères-Silvy, 13600 Ceyreste.

Extrait d'un article paru dans le numéro 344.

Excès de vitesse

Depuis les débuts de l'humanité, l'homme a sans cesse accru la vitesse de ses déplacements ainsi que de ses diverses activités. La durée de vie des produits qu'il fabrique est de plus en plus courte alors que s'accroît sans cesse le rythme des nouvelles créations techniques. D'une manière générale, cette progression de la vitesse a-t-elle une limite, et n'aboutit-elle pas, en fin de compte, à l'immobilité ? Par ailleurs, il n'est pas certain que l'opposition entre le nomadisme et la sédentarisation soit réelle, mais qu'elle est peut-être plus un effet de réel.

La musique dans les lieux publics est devenue comme les journaux gratuits. On ne prend le temps ni d'écouter l'une, ni de lire les autres. Ils prennent immédiatement le chemin de la poubelle sous ses diverses formes.

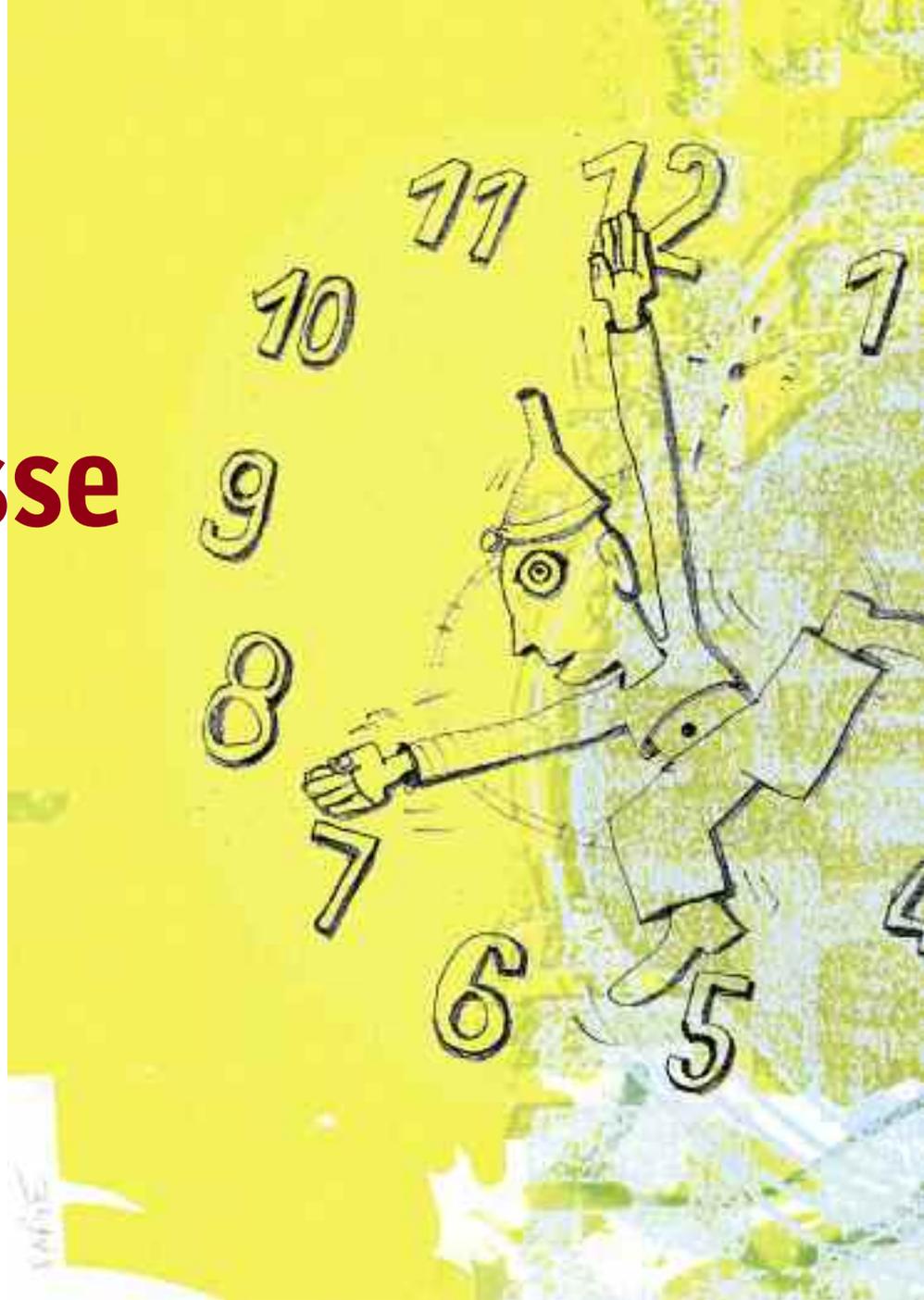
Une société est un tout interagissant avec tout. Le rasoir est en correspondance avec le journal gratuit et jetable, lesquels sont également en correspondance avec le téléphone jetable, pour finir avec les individus jetables.

La civilisation de la poubelle recycle tout. Ne parle-t-on pas de "recyclage" à propos de la formation professionnelle des salariés ? Rien ne se perd jamais. Tout se transforme, et des détritiques peuvent servir à fabriquer des poubelles en matière plastique. Ainsi les déchets deviennent-ils réceptacles à déchets. Dans ces mouvements incessants de la matière, rien ne conserve une forme définitive. Le mouvement est partout dans l'univers et prend des

formes diverses et variées. Cela va depuis la croissance d'une plante jusqu'à un signal électrique faisant le tour du monde en une fraction de seconde. Mouvements lents et rapides se côtoient sans faire apparaître aucune étrangeté. Tout se fonde sur le même plan, et l'escargot n'est pas plus handicapé que la gazelle qui gambade.

L'immobilité de la société sédentaire est un mirage. L'homme reste un nomade, et un bédouin sur un chameau n'est pas plus nomade qu'un représentant sillonnant toujours les routes en quête de

nouveaux clients. Quant aux vitesses de l'infiniment petit de la matière, elles nous font prendre conscience que la fixité est pure illusion. Pascal disait que le plus grand malheur de l'homme provenait du fait qu'il ne pouvait pas rester paisiblement dans une chambre. Cette vision de l'immobilité était un leurre en correspondance avec son époque. Car le mouvement et la vitesse sont partout. Si le passage du nomadisme à la société dite sédentaire a permis un certain développement, c'est paradoxalement la sédentarisation qui a permis un renouveau croissant de la nomadisation. Comment feraient ces millions de gens qui parcourent le monde s'ils ne pouvaient trouver des douches aménagées dans des hôtels bâtis par des sédentaires ?





tat que l'avion. Pour contrebalancer cette "disparition" du paysage, de plus en plus de villes créent des zones piétonnes et cyclables. Ceci n'est pas uniquement provoqué par le souci de diminuer la pollution causée par les automobiles. C'est aussi parce que la population souhaite renouer un contact avec son environnement. Contact perdu avec l'accélération des déplacements. Une accélération qui finit par produire une vision à trous, où ce qui est visible n'est que le point de départ et le point d'arrivée, avec entre les deux un vide total. Des vitesses toujours plus élevées contribuent également à briser la sociabilité. Une certaine "lenteur" est nécessaire à la communication. Si la population se déplace dans les villes comme dans un film accéléré, l'homme se retrouvera alors dans une solitude profonde.

L'escargot n'est pas plus handicapé que la gazelle qui gambade



Si l'on regarde ce qui se produit avec Internet, on constate que la grande accélération de la vitesse de communication produit des messages de plus en plus courts. La structure et la consistance du message envoyé par voie postale sont remplacées par un style clip, où

tout est réduit à ce que l'on pense être l'essentiel. Mais l'accélération de la transmission du message ayant atteint un maximum, le traitement de l'information, lui, reste très lent. Et ce n'est pas en réduisant le contenu des messages que l'accélération en sera plus grande pour autant. Nous atteignons là une limite paradoxale que nous ne pouvons pour le moment pas dépasser. La seule composante qui ne change pas, qui ne se modifie pas, est l'homme entouré de ses technologies. Il ne reste donc plus qu'à travailler sur les technologies humaines, si quelque modification doit être envisageable. Et cette accélération sur l'homme serait-elle possible, qu'on ne saurait pas du tout ce qui en résulterait.



Un anthropologue disait que la force de l'homme provenait du fait qu'il avait la faculté de rester nu, tout en fabriquant des objets techniques extérieurs à lui ; ou en d'autres termes d'avoir la possibilité de déposer son armure. Cette thèse minimise toutefois la technique, car l'homme produit des machines de plus en plus puissantes et perfectionnées dont il perd progressivement le contrôle. C'est par exemple ce qui se produit avec Internet, où l'individu n'a plus rien à dire tant il est écrasé par le potentiel de la machine qui permet de transmettre instantanément ses messages. L'homme s'efface peu à peu face à ses créations techniques. Il ne lui reste plus qu'à évoluer intérieurement s'il veut réussir à reprendre pleinement le contrôle de ses créations technologiques. Car si se faire battre aux échecs par une machine n'a que peu de conséquences, il existe d'autres cas qui sont beaucoup plus dangereux pour l'homme.

Serge Muscat ■

De ce fait, le nomadisme est proportionnel à l'évolution de la sédentarisation. Il y a là une boucle de rétroaction si chère à Edgar Morin. La sédentarisation développe le nomadisme, et le nomadisme fait prospérer les affaires des sédentaires.

Il est difficile de connaître comment va se réaliser la croissance future de la vitesse. Internet nous permet déjà d'envoyer et de recevoir des informations à l'autre bout du monde d'une manière quasiment instantanée. Cette accélération toujours plus grande métamorphose complètement la vision qu'a l'homme de la nature. Dans les airs, l'avion ne lui permet déjà plus de voir cette dernière. Et sur terre, des moyens de transport comme les trains à grande vitesse aboutiront progressivement au même résultat

Les jeunes pousses

L'école n'est pas obligatoire. L'information n'est pas nouvelle, puisque selon la loi Jules Ferry de 1882 c'est uniquement l'instruction qui l'est (1).

Toutefois, l'école a aujourd'hui très majoritairement les faveurs de l'enseignement. Doit-on s'en réjouir ? Lorsque l'on constate les dégâts occasionnés par cet enseignement, la question mérite d'être posée. La liste serait très longue des méfaits et de leurs conséquences : formatage, docilité, soumission, obéissance, apprentissage rébarbatif, échec scolaire. (2)

Cependant, dans ce système scolaire, ou légèrement en marge, et par réaction à cette servitude, des pédagogies, des méthodes différentes se sont mis progressivement en place apportant un souffle nouveau, une place importante accordée à l'enfant, des

espaces de paroles, de liberté, d'autonomie, décisionnels. Citons les méthodes Decroly, Freinet, Montessori, Steiner, Holt, Oury, ou encore le GFEN, Groupe français d'éducation nouvelle (3). Enfin, certains parents font le choix de déscolariser leurs enfants pour pratiquer l'instruction à domicile (4). *S!lence* a déjà publié deux dossiers sur la question (5). Quoiqu'il en soit, et même si ces pratiques demeurent isolées, ou peu développées en France elles ont le mérite d'exister, de réfléchir et d'agir à propos de l'éducation, de la transmission des savoirs, de l'apprentissage, des rapports entre enfants et adultes.

Michel Jarru ■

(1) La loi Jules Ferry instituant l'instruction obligatoire précise "L'instruction obligatoire peut être donnée soit dans les établissements ou écoles publics ou privés, soit dans les familles par les parents, ou l'un d'entre eux, ou toute personne de leur choix." (Actuellement article L131-2 du code de l'éducation)

(2) A ce sujet, lire les livres fondamentaux de Catherine Baker *Insoumission à l'école obligatoire* et *Les cahiers au feu*.

(3) Références de ces structures dans le guide des écoles différentes de Roger Auffrand voir le site : ecolesdifferentes.infos

(4) Quelques contacts :

Les Enfants d'abord, la Croix, Saint-Fiacre, 03110 Vendat, tél : 08 70 36 42 44, lesenfantsdabord.org.

Libres d'apprendre autrement (LAIA) 15, rue Jules-Ferry, 61200 Argentan, tél : 01 30 52 97 29 site : laia.asso.free.fr.

Choisir d'instruire son enfant (CISE), le Village, 05130 Fouillouse, tél : 06 84 94 66 28, site : cise.asso.free.fr.

(5) Voir les numéros 152 et 215.



L'enseignement différent : l'école des Amanins (voir page 12).

L'instruction à la maison : la ferme de Froidevaux dans le Jura suisse (voir n° 341).

Commander un ancien numéro

Anciens numéros - Seuls les numéros présentés ci-après sont disponibles. Ils sont à commander uniquement en France (4 € l'exemplaire). Les frais de port sont de 2 € pour un ex , 3 € pour 2 ex , 4 € pour 3 ex et plus .

Numéros régionaux

- 272-273 Rhône
- 285-286 Isère
- 291-292 Aquitaine
- 312-313 Poitou-Charentes
- 318-319 Drôme / Ardèche
- 325-326 Nord-Pas-de-Calais
- 331 Ariège et Hautes-Pyrénées
- 337 Paris
- 342 Var et Alpes-Maritimes

Autres numéros

- 311 OGM Violence marchande**
Jeûne sortir du nucléaire. SEL : échec économique, réussite sociale.
- 314 Le réseau REPAS**
Croissance/décroissance. SEL : de la monnaie au temps comme mode d'échange.
- 315 Décroissance et non-violence**
Transport fluvial. Les restes du festin. OGM : faucheurs volontaires
- 316 Réflexions fêtes**
Vivre sans nucléaire : après le jeûne. Nord/Sud : les prix du sang. Agriculture bio
- 317 Vivre à la campagne sans voiture ?**
Nord/Sud : Vaccins et colonialisme. SEL : Analyses internes ou récupération
- 320 Ecologie et alternatives**
Pétrole et géologie politique. Imaginer une banque transparente. Bureautique et économies d'énergie
- 323 L'écologie au quotidien**
Décroissance : diminuer notre vouloir d'achat. Constitution : vers une Europe militaire !
- 324 Voyages au pays de chez soi**
La bio au cœur de l'écologie. Eolien : du vent sur la maison qui brûle. La pile à combustible
- 327 De nos [in]cohérences**
REPAS : les Nouveaux Robinson. Energie : L'éolien détrône le nucléaire
- 328 Décroissance, social et emploi**
Téléphone portable. Economie alternative : Perche Activités, La Péniche
- 329 Désobéissance civique**
Ecozac à Paris. La maison de l'Ecologie de Lyon. Téléphone portable (2)
- 330 Des entreprises solidaires**
Le micro-crédit : contre les femmes ? Illich, école et décroissance
- 332 Créons des médias alternatifs**
Résistance au Lyon-Turin. Faucheurs volontaires. Auroville : une utopie en marche
- 334 Terre, terroir, territoire**
Tchernobyl. Autonomadisme contre libéralisme. Dix ans de sevrage radiophonique
- 335 Résistances à la Françafrique**
Capitalisme : sauver la gratuité ? Biocarburant. Grenoble : nanotechnologies non merci !

- 336 Décroissance : penser la transition**
Lyon-Turin : Gérard Leras. Mouvement anti-CPE.
- 338 Technologies contre autonomie**
Migrations : quelle empreinte ethnique ? Paris : Co-errances, Ecobox.
- 339 Handicap et alternatives**
Seveso. L'action non-violente ça s'apprend ! Déboulonneurs, Massage café, Alternative Santé.
- 340 Pour des innovations frugales**
Inspection citoyenne. Paris : La Maison des Femmes. Le café du soleil. OK Chorale
- 341 Décroissance et santé**
Nord/Sud : déchets-cadeaux. Paris : le Petit Ney, la petite Rockette. Commerce équitable.
- 343 Changeons la recherche !**
Politique : Paul Ariès, révolution et décroissance. Paix : Parole et démocratie participative.
- 344 Maghreb à quand l'indépendance ?**
Belgique : Chasse aux bombes. Chauffe-eau solaire. Association d'éducation populaire. Jean Van Lierde.
- 345 Les nouveaux horizons paysans**
Politique : La déliquescence. Energie 21. Après la fin du pétrole.
- 346 Quelles relations Sud-nord ?**
OGM: procès des faucheurs volontaires. Paix : guerre et nouvelles technologies. Décroissance : dissidence de la brassaille
- 347 Libertés : le combat continue**
Biocarburants : impossible à grande échelle. Irradiation des aliments : combien de fraudes ? Munich : la bio protège l'eau
- 349 Quand l'écologie fait la foire**
Japon : le réacteur ne résiste pas au séisme. Education : Célestin et l'école moderne
- 350 Décroissance côté femmes**
Famine : manger ou conduire, il faut choisir. Contrôle : passe Navigo et vie privée. Politique : des voies pour une régénération

S'abonner à s!lence

France métropolitaine

<input type="checkbox"/> Découverte 1 ^{er} abonnement 6 n°	15 FS
<input type="checkbox"/> Particulier 1 an	40 €
<input type="checkbox"/> Institution 1 an	80 €
<input type="checkbox"/> Soutien 1 an	50 € et +
<input type="checkbox"/> Petit futé 2 ans	65 €
<input type="checkbox"/> Groupés par 3 ex 1 an	100 €
<input type="checkbox"/> Groupés par 5 ex 1 an	150 €
<input type="checkbox"/> Petit budget 1 an	25 €

Suisse

<input type="checkbox"/> Découverte 1 ^{er} abonnement 6 n°	25 FS
<input type="checkbox"/> Particulier 1 an	85 FS

Autres pays et Dom-tom

<input type="checkbox"/> Découverte 1 ^{er} abonnement 6 n°	22 €
<input type="checkbox"/> Particulier 1 an	55 €
<input type="checkbox"/> Institution 1 an	100 €
<input type="checkbox"/> Soutien 1 an	60 € et +
<input type="checkbox"/> Petit futé 2 ans.....	85 €
<input type="checkbox"/> Petit budget 1 an.....	35 €

je règle un total de :

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____

Ville _____

France : Règlement à Silence, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04 CCP 550-39-Y Lyon Virements bancaires : CCP 550 39 Y LYON

Belgique : Règlement à Brabant-Ecologie, Route de Renipont, 33, B - 1380 Ohain tél : 00 32 2 633 10 48 CCP 000-15-19-365-54

Suisse : Règlement à Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8 tél : (41) 22 740 46 12 CCP 17-497696-4

Courriers : 9 rue Dumenge, F 69317 Lyon Cedex 04 **Abonnements :** 04 74 07 08 68 mardi 8h30-11h et 13h30-16h ou le 04 78 39 55 33 jeudi 10h-12h et 14h-17h

Rédaction : 04 78 39 55 33 mercredi 10h-12h et 14h-17h **Stands, dépositaires :** 04 78 39 55 33 lundi et mardi 10h-12h et 14h-17h. Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. *Textes :* sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. *Illustrations :* Les photos et dessins restent la propriété de leurs auteurs. **N° de commission paritaire :** 0910 G 87026 **N°ISSN :** 0756-2640 **Date de parution :** 4^e trimestre 2007 **Tirage :** 10 000 ex **Editeur :** Association Silence, permanence : lundi 10h-12h et 14h-17h tél : 04 78 39 55 33 **Administrateurs :** Myriam Cognard, Esteban Montoya, Mimmo Pucciarelli **Directeur de publication :** Mimmo Pucciarelli **Secrétaires de rédaction :** Michel Bernard et Michel Jarru **Gestion et abonnements :** Michel Jarru **Maquette :** Patrice Farine **Stands, lieux de dépôts :** Dorothee Fessler **Rédaction :** Matthieu Barbaroux, Michel Bernard, Guillaume Gamblin, Esteban Montoya, Vincent Peyret, Mimmo Pucciarelli, Francis Vergier **Couverture :** photo DR

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Loriol, tél : 04 75 85 51 00



photos de P-E Weck

Les déboulonneurs

Pour que la pub recule

Dans une dizaine de villes, les déboulonneurs réalisent des actions de barbouillage de panneaux publicitaires, au grand jour, à visage découvert. Par de tels actes de désobéissance civile non-violente, ils comptent raviver le débat public autour de la place de la publicité. Après une année 2006 riche en actions, l'année 2007 a été florissante en procès.

Les actions de barbouillage sont une tribune médiatique pour faire remonter les revendications du collectif : la réduction de la taille et du nombre des panneaux publicitaires. Leur caractère répétitif entraîne, tôt ou tard, une réaction.

L'intervention de la police est vécue comme une vraie satisfaction.

C'est la première phase vers un procès.

L'étape des procès s'avère prenante, voire surprenante : information du public et de la presse, récolte de fonds, contact avec l'avocat, avec les témoins de la défense...

Ces procès marquent des avancées : à Paris, seulement 1€ d'amende a été requis à l'encontre des sept prévenus. A Lyon, les deux prévenus du 2 mai 2007 ont été reconnus coupables des faits, mais ont obtenu une dispense de peine ! A Rouen, le 11 mai 2007, c'est le procureur lui-même qui a requis une dispense de peine.

La justice reconnaît de mieux en mieux la réalité de l'agression publicitaire.

Forts de ces avancées judiciaires, les déboulonneurs entament une nouvelle étape : le travail sur un projet de loi limitant drastiquement le nombre et la taille des panneaux publicitaires. La désobéissance civile n'est pas une fin en soi mais un moyen particulièrement adéquat de sensibiliser le plus grand nombre à cette question, en vue de créer un rapport de force permettant de faire pression sur le législateur.

Le combat reste loin d'être gagné, et c'est uniquement par une mobilisation de longue haleine que les avancées déjà obtenues aboutiront. Il est plus que jamais temps de barbouiller les panneaux, pour débarbouiller la face de notre démocratie plongée dans le coma publicitaire !

Guillaume Gamblin et David Sterboul ■

